

Pour le socialisme mondial

Cette brochure est publiée par un groupe de personnes qui, bien que vivant dans différents pays francophones, sont unies par le même désir de voir s'établir une communauté mondiale sans frontières. Dans celle-ci, les ressources du monde entier seraient l'héritage commun de l'humanité et seraient utilisées pour produire une abondance de richesses dans lesquelles les gens pourraient puiser, librement et gratuitement, selon leurs besoins individuels.

Nous sommes convaincus qu'une telle société sans classes, sans argent et sans Etats peut seule fournir le cadre nécessaire à la résolution permanente des problèmes sociaux actuels en permettant à la production d'être orientée uniquement vers la satisfaction des besoins humains. Mais nous sommes également convaincus qu'une telle révolution sociale ne pourra avoir lieu que lorsque la majorité des salariés des différentes parties industrialisées du monde le souhaitera, en comprendra toutes les implications et s'organisera démocratiquement et politiquement pour y arriver.

Il est vrai que beaucoup de gens se disent socialistes mais malheureusement le terme "socialisme" a perdu son sens premier de société sans classes, sans argent, sans Etats. On l'emploie maintenant soit quand on parle de ces mesures réformistes qui ont pour but d'arrondir les angles du capitalisme, soit quand on parle du genre de capitalisme d'Etat qui existe dans des pays comme la Russie et la Chine. Dans cette brochure, on explique pourquoi ces usages du terme sont inexacts et pourquoi les organisations existantes qui se prétendent socialistes n'ont jamais abouti à rien dans le passé et n'auront pas plus de résultats à l'avenir. On y examine aussi certains sujets actuels tels que l'action syndicale, le problème des pays sous-développés et les menaces de guerre.

Cette brochure a pour but de convaincre le lecteur que les problèmes d'aujourd'hui ne trouveront de solution durable que dans l'établissement d'une communauté mondiale socialiste. C'est pourquoi nous vous invitons, si vous êtes d'accord avec les vues exposées dans cette brochure ou même si vous n'êtes pas totalement convaincu et souhaiteriez en discuter plus à fond, à nous écrire.

Mars 1981

Sommaire

Le capitalisme	2
L'établissement du socialisme	5
Marx et le socialisme	7
Réforme et révolution	9
La futilité du réformisme	13
Les syndicats	16
Le soi-disant Parti communiste	20
Le mythe du socialisme en Russie	25
Les pays sous-développés	30
La guerre	33
Le socialisme	36

Le capitalisme

Le capitalisme est un système social fondé sur la possession de classe des moyens de production et de distribution, dans lequel les richesses sont produites par des salariés non-proprétaires pour être vendues en vue de réaliser un profit. Le capitalisme est donc une société de classes, où une minorité privilégiée vit du travail d'une majorité exploitée. Le capitalisme existe aussi bien en Russie et en Chine qu'en France et aux Etats-Unis.

Le capitalisme repose sur une contradiction fondamentale entre la production socialisée et la possession de classe. Car, alors que le travail de production des richesses est effectué par l'effort conjugué de millions de travailleurs, les moyens de production et les produits appartiennent seulement à une fraction de la société, les capitalistes. C'est cette contradiction qui est la cause des problèmes sociaux modernes, puisqu'elle signifie que la production ne peut avoir pour but la satisfaction des besoins humains.

Dans le capitalisme, les besoins humains sont satisfaits uniquement dans la mesure où on a l'argent pour les satisfaire. Cela ne pose pas de problèmes aux riches mais, comme chacun sait, cela en pose aux hommes et aux femmes qui doivent travailler pour un salaire ou un traitement, et qui constituent la classe travailleuse ou salariée. Puisque ce terme réapparaîtra fréquemment dans la suite de cette brochure, commençons par le définir avec précision. La classe travailleuse est composée des hommes et des femmes qui, exclus de la possession des moyens de production et de distribution, sont contraints par la nécessité économique à vendre leur énergie mentale et physique pour gagner leur vie.

D'après cette définition, un membre de la classe travailleuse ne se distingue ni par sa façon de s'habiller, de parler, ni par le quartier où il habite, ni par son métier, mais par la façon dont il gagne sa vie. Toute personne obligée de travailler pour un salaire est membre de la classe travailleuse. Dans les pays industrialisés comme la France, les travailleurs salariés constituent l'immense majorité de la population.

Puisque dans le système capitaliste le niveau de vie du salarié dépend de son salaire, il est évidemment essentiel de comprendre, ce qui détermine le taux de salaires. Les salaires représentent en fait un prix, le prix de l'énergie physique et mentale qu'un salarié vend à son employeur. Il ne s'agit pas d'une récompense pour l'accomplissement d'un travail, ni d'une participation aux bénéfices, ni même du prix du travail effectué. Recevoir un salaire représente une opération d'achat et de vente dont le principe ne diffère pas de la vente d'une paire de chaussures ou d'une voiture. Le prix de la capacité de travail d'un être humain – ou, selon Marx, qui fut le premier à voir cela clairement, sa « force de travail » – est fixé de la même manière que le prix d'une paire de chaussures ou d'une voiture, c'est-à-dire par la quantité de travail à fournir pour la produire, par sa valeur. Il est donc évident que le salaire d'un travailleur ne peut jamais arriver à dépasser de beaucoup la somme dont il a besoin pour se maintenir en état de travailler. Un ingénieur diplômé gagne plus qu'un ouvrier non qualifié parce que la formation et l'entretien d'un ingénieur coûtent davantage.

Le système du salariat est une forme de rationnement. Il restreint la consommation du salarié à ce dont il a besoin pour rester apte aux travaux. Cela signifie qu'on le prive de ce qui se fait de mieux dans le domaine de la nourriture, de l'habillement, du logement,

des distractions, des voyages, etc. Cela est aggravé par le fait que, grâce à la technologie moderne, chacun pourrait profiter pleinement de ce qui se fait de mieux. Cela est encore aggravé par le fait que ce sont les salariés qui produisent toutes les richesses, les articles de haute qualité pour les riches, aussi bien que les articles de première utilité qu'ils consomment eux-mêmes.

Il n'est pas difficile de comprendre que, dans le système capitaliste, les salariés sont exploités. L'exploitation ne signifie pas que les salariés sont enchaînés à leur poste de travail ou à leur bureau, et terrorisés par les menaces de leurs chefs. Cela signifie simplement qu'ils perçoivent des salaires inférieurs à la valeur de ce qu'ils produisent. Pour le prouver, inutile de se livrer à une analyse économique compliquée. Il suffit de dire que puisque la production de richesses ne peut se faire que si des êtres humains mettent en oeuvre leurs énergies mentales et physiques pour transformer la matière qui se trouve dans la nature, toute société dans laquelle quelques individus vivent bien sans devoir travailler est manifestement fondée sur l'exploitation de ceux qui font le travail. Il devient évident que c'est le cas dans le système capitaliste, quand on comprend la nature particulière de la force de travail. La force de travail peut produire une valeur supérieure à la sienne, de sorte que celui qui l'achète et la met en oeuvre en récolte le bénéfice ; c'est précisément ce que fait l'employeur capitaliste. Il achète la force de travail contre le paiement d'un salaire, met au travail dans son usine ou bureau les hommes et les femmes qui la vendent, avec ses machines et ses matières premières, et réalise un excédent quand il a vendu le produit fini. La source de cet excédent, divisé en profit, rente et intérêt, est le travail non-payé des salariés.

Parce que le capitalisme est fondé sur la possession de classe des moyens de production et de distribution, et l'exploitation concomitante des travailleurs, ce qui les prive du fruit de leur travail, il y a un irréductible conflit d'intérêts entre la classe travailleuse et la class capitaliste. C'est la lutte des classes, qui se poursuit sans cesse, en fin de compte pour la possession des richesses de la société. Elle se caractérise en particulier par les grèves et les lockouts, les syndicats et les associations d'employeurs. Ce sont les principales armes et organisations des deux adversaires sur le terrain industriel.

Sur le terrain politique, les capitalistes ont le gouvernement de leur côté. Leur possession et domination de l'industrie reposent sur leur possession du pouvoir politique, par l'intermédiaire de leurs partis, et, tant qu'il en sera ainsi, le but du gouvernement sera de préserver le monopole capitaliste des moyens de production. C'est pourquoi tous les gouvernements finissent par se mettre du côté des employeurs, en protégeant leur propriété, en déclarant des états d'urgence, en utilisant l'armée pour briser les grèves, en gelant les salaires, en faisant passer des lois anti-syndicales. C'est aussi pourquoi les salariés doivent s'organiser politiquement en un parti socialiste dont la politique est fondée sur la reconnaissance de cette lutte, et de son caractère inconciliable.

Le capitalisme est la cause des problèmes sociaux qui accablent les salariés aujourd'hui. Sous le régime capitaliste, les salariés sont pauvres, dans le sens le plus strict du terme, c'est-à-dire qu'il leur manque les moyens d'offrir ce qui se fait de mieux. Par « pauvre », nous n'entendons pas « dénué de tout », ce qui est simplement une forme extrême de pauvreté. Certainement, tant que le capitalisme durera, il y aura une minorité non négligeable de gens qui ne pourront pas suivre et qui, de ce fait, tomberont dans le dénuement et devront être entretenus par l'assistance publique. La

masse de salariés échappe à cela, du moins quand ils travaillent, parce que quelqu'un qui ne mange pas régulièrement ne travaille pas bien. C'est pourquoi les salaires sont généralement suffisants pour permettre à un salarié de se maintenir en état de travailler.

Quelques instants de réflexion nous montreront comment le capitalisme, non seulement fait en sorte que les salariés restent pauvres, mais a besoin qu'ils soient pauvres. S'ils pouvaient gagner leur vie sans devoir vendre leur énergie physique et mentale aux capitalistes, alors le système ne pourrait plus fonctionner, car qui ferait le travail ?

On dit souvent qu'il y a, par exemple, une crise de logement, mais il n'existe pas de tel problème. Il n'y a pas de raison pour qu'on ne bâtit pas de bonnes maisons pour tout le monde. Les matériaux existent, de même que les ouvriers de bâtiment et les architectes. Alors, qu'est-ce qui s'y oppose ? Le simple fait qu'il n'y a pas de marché pour de bonnes maisons, puisque la plupart des gens ne peuvent pas s'en offrir et ne le pourront jamais, à cause des restrictions du système du salariat. Donc, ce qu'on appelle le problème du logement n'est en réalité qu'un aspect du problème de la pauvreté, ou, ce qui revient au même, du problème du monopole des moyens de production. Il en va de même pour les autres besoins vitaux : l'habillement, l'éducation, le transport et les distractions. Là encore, dans un monde d'abondance potentielle, la consommation des salariés est restreinte au montant de leur feuille de paie.

Le capitalisme ne peut produire pour satisfaire les besoins humains, puisque la production doit toujours s'orienter en vue de fournir des bénéfices. Cela signifie que la production est restreinte à ce que les gens peuvent s'offrir. Mais ce que les gens peuvent s'offrir et ce dont ils ont besoin pour bien vivre sont deux choses très différentes, de sorte que le système de profit agit comme une entrave à la production et comme un empêchement à une société d'abondance. Il est également responsable des hauts et bas périodiques de la production, connus sous le nom de cycle économique.

Une chose devrait maintenant être claire au sujet du capitalisme : on ne peut jamais le faire fonctionner dans l'intérêt des salariés. Il est fondé sur leur privation et leur exploitation, et ne peut marcher que dans l'intérêt de la classe possédante privilégiée. La reconnaissance de ce fait est l'un des principes socialistes de base. On peut le résumer par cette phrase : « *Le capitalisme ne peut être réformé* » (du moins pas dans l'intérêt des salariés). Comprenez cela, et vous saisissez immédiatement combien il est futile d'essayer d'aménager le capitalisme en s'attaquant à chaque problème séparément.

Pour résoudre leurs problèmes, les salariés doivent abolir le capitalisme et le remplacer par le socialisme. Cela impliquera une révolution sociale amenant une transformation totale dans les bases de la société, pour passer de la possession de classe à la possession commune des moyens de production. Quand la société possèdera et organisera démocratiquement les moyens d'existence, les hommes et les femmes pourront commencer à organiser la production pour satisfaire à leurs besoins. La production destinée uniquement à la satisfaction des besoins remplacera le principe anti-social de production pour le profit. Ce sera la fin de l'exploitation de l'homme par l'homme et l'avènement d'un monde d'abondance.

L'établissement du socialisme

Le socialisme est une société dans laquelle toutes les affaires sociales, y compris la production et la distribution des richesses, seront organisées démocratiquement par la population tout entière. Il n'y aura ni classe dirigeante ni élite administrative mais ce sera plutôt la population entière, organisée démocratiquement, qui s'occupera de planifier et d'administrer les diverses affaires qui la concerneront.

C'est pourquoi le socialisme ne peut être établi que démocratiquement, en ce sens qu'il doit répondre à la volonté de la grande majorité mais aussi en ce sens qu'il doit être établi grâce à l'action démocratique de cette majorité.

Toute tentative de la part d'une minorité pour instaurer le socialisme est vouée à l'échec parce que, sans une population qui veuille prendre en main l'organisation de la société au lieu de laisser ce soin à une élite, cette minorité serait amenée à prendre seule les décisions et donc à former une nouvelle classe dirigeante. Le fait même que seule cette minorité désire le socialisme serait la preuve que le socialisme n'était pas encore possible. D'ailleurs, si une minorité pensait pouvoir instaurer le socialisme avant que la majorité ne le désire, cela montrerait que ses membres n'avaient pas bien compris la signification du socialisme et qu'ils n'étaient donc pas de véritables socialistes.

Si l'on examine les diverses théories de l'action minoritaire pour instaurer le « socialisme » (telles que le bolchevisme de Lénine et ses divers dérivés, stalinisme, trotskysme, maoïsme, castrisme, etc.), on voit bien que, dans la pratique, il s'agit d'idéologies de classes qui aspirent au pouvoir dans leurs pays et dont le but est d'industrialiser des zones sous-développées grâce à une politique de capitalisme d'Etat appelé mensongèrement « socialisme ». Leurs tactiques – parti d'avant-garde, insurrections violentes, écrasement des anciens dirigeants et de l'opposition – ne présentent donc aucun intérêt pour un véritable mouvement socialiste même si elles peuvent avoir un attrait superficiel pour ceux qui voudraient des changements radicaux dans la société mais n'entrevoient aucune possibilité de changements dans les mentalités indifférentes ou même conservatrices de la classe salariée. Même en admettant qu'ils arrivent à leurs fins dans un pays très industrialisé, ce qui est très peu probable, il en résulterait une forme de capitalisme d'Etat, mais certainement pas le socialisme.

Toute théorie sérieuse sur l'établissement du socialisme doit être fondée sur l'idée que celui-ci ne peut être l'oeuvre que d'une classe salariée majoritaire, organisée démocratiquement et pénétrée des idées socialistes. C'est-à-dire que la révolution socialiste doit être la révolution de la majorité. Voyons où cette idée nous mène.

Puisque la machine gouvernementale est à la fois le pouvoir public de coercition et le centre d'administration sociale, on doit en prendre la direction avant que le capitalisme ne puisse être aboli, d'abord pour ne pas la laisser aux mains des opposants et ensuite pour coordonner centralement le passage au socialisme. Les partisans de l'action minoritaire ne nous contrediraient pas sur ce point. Mais l'accord s'arrête là. Ils ne veulent pas, eux, d'une politique qui consiste à convaincre par la discussion non-violente une majorité à se joindre à eux dans leur lutte ; en un mot ils rejettent les méthodes démocratiques. Ils préfèrent l'action minoritaire qui consiste à troubler la société et à miner le gouvernement soutenu par la majorité pour ensuite profiter du

désordre qui en résulte et s'emparer du pouvoir grâce à un soulèvement armé.

Ceux qui se rendent compte que la révolution socialiste ne peut être qu'une révolution de la majorité n'ont aucun besoin d'envisager de telles méthodes pour accéder au pouvoir (méthodes qui échoueraient presque certainement et coûteraient la vie à nombre de personnes innocentes). Une fois que les conditions dans le capitalisme, y compris les efforts de persuasion des socialistes, autrefois minoritaires, auront créé une majorité socialiste, la question sera : quelle est la méthode la plus simple pour prendre le pouvoir d'Etat ?

Dans les pays industrialisés les plus avancés, où les circonstances économiques et les pressions de la classe salariée ont obligé la classe dirigeante à accorder un certain degré de démocratie politique, la réponse est évidente. Il suffira d'utiliser les institutions politiques existantes qui permettent aux députés et aux conseillers municipaux d'être élus au suffrage universel, même si ces institutions sont limitées et incomplètes du fait de la structure de classe du capitalisme.

Cela impliquera que la majorité socialiste s'organise comme un parti politique qui sera cependant tout à fait différent des partis qui existent actuellement (partis parlementaires ou partis léninistes d'avant-garde). Le parti socialiste des salariés sera absolument démocratique. Il n'y aura ni leader ni groupe de leaders, et ce sera à tous ses adhérents de tracer sa politique et de décider de ses activités. Son but étant d'établir le socialisme, il devra refléter, autant que cela se peut dans le cadre du capitalisme, le système d'organisation du socialisme, c'est-à-dire l'administration démocratique et la participation populaire. Loin d'être un parti d'avant-garde cherchant à mener la classe salariée au moyen de slogans prometteurs, il ne sera qu'un instrument permettant à la majorité, devenue socialiste, de prendre le pouvoir.

Naturellement, un tel parti aura à nommer des candidats pour se présenter aux élections à tous les niveaux. Mais ceux-ci seront de simples représentants de la majorité socialiste. La situation sera exactement l'inverse de ce qui se passe actuellement dans les partis qui se font élire au Parlement. En ce moment, les leaders utilisent les militants de leur parti simplement pour se gagner les voix qui les amèneront au pouvoir, alors que les députés et conseillers socialistes ne seront que des messagers strictement mandatés par la classe salariée socialiste. Et bien sûr, le but d'envoyer des délégués socialistes au Parlement ne sera pas de former un « gouvernement socialiste » (ce qui serait une contradiction dans les termes) mais d'abolir le capitalisme aussi simplement et aussi rapidement que possible.

Une fois qu'elle aura l'Etat en main, la majorité socialiste pourra abolir le monopole des moyens de production dont jouit la classe capitaliste en les transformant en propriété commune gérée démocratiquement par la population entière. Quant à la machine gouvernementale – en tant que force de répression – elle sera abolie grâce à la suppression de ses institutions répressives (forces armées, police, tribunaux, prisons). Cela fait, le centre d'administration sociale ne sera plus un « Etat » proprement dit mais plutôt un bureau central où on règle pacifiquement et démocratiquement les affaires sociales.

Le socialisme aura alors été établi.

Marx et le socialisme

Marx naquit en 1818 et mourut en 1883. Il devient socialiste vers la fin de 1843. La durée de son activité politique pour le socialisme s'étala donc presque sur une quarantaine d'années, de 1843 à 1883. Ses activités politiques furent inévitablement influencées par les conditions de vie à cette époque. L'inévitabilité de cette influence fait même partie de sa propre théorie.

Le capitalisme était alors un système social relativement jeune et encore dans sa phase d'expansion. Basée sur le charbon et le fer, sa technologie, quoique énormément plus productrice que celle du passé, était arriérée en comparaison de la technologie moderne. On ne connaissait ni le moteur électrique ni le diesel. Les moyens de transport se limitaient à la locomotive à vapeur et à la voiture à cheval. Les habitations et les rues étaient éclairées au gaz. De nombreux travailleurs, pour ne pas dire la plupart, étaient encore employés dans de petits ateliers, et non dans les grandes usines que nous connaissons aujourd'hui.

Du point de vue politique également, le capitalisme était encore dans sa phase de croissance. Les formes politiques du capitalisme (c'est-à-dire le contrôle parlementaire, l'extension du droit de vote, une administration professionnelle) n'existaient que dans quelques pays, et encore étaient-elles incomplètes. La plus grande partie de l'Europe était gouvernée par des régimes franchement antidémocratiques avec des dirigeants héréditaires soutenus par une aristocratie foncière. Les trois régimes les plus puissants parmi ceux-ci (la Russie tsariste, l'Autriche Habsbourg et le royaume de Prusse) constituaient une menace permanente pour les formes politiques capitalistes, partout où celles-ci s'établissaient.

Bref, Marx s'engagea politiquement à un moment où le capitalisme n'était pas encore le système mondial dominant, du point de vue économique et politique. Ce fait eut une influence déterminante sur ses tactiques politiques. Il pensait que c'était le capitalisme qui frayerait la voie au socialisme et que ce premier avait encore du travail à faire. Il préconisait donc, vu les circonstances, qu'il était du devoir des socialistes à travailler non seulement pour le socialisme, mais aussi pour le progrès du capitalisme aux dépens des formes politiques et sociales réactionnaires. Ceci amena Marx à soutenir des campagnes qui visaient à établir la démocratie politique ou qui auraient, d'après lui, pour effet de stabiliser ou de protéger la démocratie.

Ainsi le voit-on prendre parti pour l'indépendance de l'Irlande, de façon à affaiblir le pouvoir de l'aristocratie foncière anglaise qui était un obstacle au développement de la démocratie politique en Grande-Bretagne. Il soutint également l'indépendance polonaise, de façon à établir un Etat-tampon entre la Russie tsariste et le reste de l'Europe, pour donner à la démocratie politique l'occasion de s'y développer. Par contre, il ne se prononça pas pour les mouvements slaves réclamant leur indépendance de l'Autriche ou de la Turquie. Cela montre en tout cas que ce n'est pas parce qu'il croyait que toute nation avait un droit abstrait à l'autodétermination qu'il appuyait certains mouvements indépendantistes.

Marx était en fait tellement opposé à la Russie tsariste qu'il en arriva à soutenir l'alliance franco-britannique lors de la guerre de Crimée - ce qui était une pure et simple erreur de jugement. Il appuya l'établissement d'un Etat unifié en Allemagne et

en Italie, parce qu'il pensait que cela y accélérerait le développement du capitalisme et il prit position pour le Nord dans la guerre civile américaine, considérant qu'une victoire des esclavagistes du Sud retarderait le développement du capitalisme en Amérique.

Ces positions étaient dans une certaine mesure compréhensibles à une époque où le capitalisme n'avait pas encore fini de créer les fondements matériels du socialisme, puisqu'elles avaient pour but d'accélérer ce processus. Mais dès que le capitalisme eut créé ces conditions, disons trente ans après la mort de Marx, de telles positions devinrent dépassées et même réactionnaires, et ceci selon la théorie même de Marx.

Trente ans après la mort de Marx, l'électrification de l'industrie, le moteur à combustion interne, la radio et d'autres progrès technologiques étaient apparus et montraient clairement que le problème de la production d'une abondance pour tous était résolu, que la pénurie était enfin surmontée et que l'humanité pouvait finalement commencer à profiter du dur labeur des générations précédentes de producteurs - mais à condition que le capitalisme soit aboli et le socialisme réalisé.

En 1914 éclata la guerre, appelée « mondiale » à juste titre, qui marqua l'émergence du capitalisme en tant que système mondial prédominant et incontesté et qui aboutit à la chute des trois empires réactionnaires que Marx avait considérés comme des menaces pour le progrès démocratique et social de son époque.

Grâce à ces changements de circonstances, les socialistes n'avaient plus à aider le capitalisme à préparer la voie au socialisme. Le capitalisme l'avait déjà fait et était donc devenu un système réactionnaire; par conséquent, les socialistes devaient exclusivement consacrer leurs efforts à encourager le développement de la conscience socialiste et l'organisation de la classe travailleuse. Ils devaient refuser de se laisser détourner de cet objectif pour se mettre à proposer ou à appuyer des réformes sociales et démocratiques et des mouvements visant à établir de nouveaux Etats, ou pour se mettre à soutenir l'un des camps en temps de guerre.

Marx était également concerné par un autre problème qui fut résolu par la suite grâce aux progrès technologiques survenus dans le capitalisme: le passage au socialisme. Marx vivait à une époque où le capitalisme n'avait pas encore complètement posé les fondations qui auraient permis la réalisation immédiate du socialisme. Lorsqu'on soulevait cette objection, il répondait que si la classe travailleuse avait pris le pouvoir à ce moment-là (ce qui était, nous pouvons le voir maintenant, tout à fait improbable vu l'immaturation politique de la classe travailleuse de l'époque et vu le fait que beaucoup étaient encore employés dans la petite industrie), il aurait fallu avoir une période de transition relativement longue qui aurait permis tout d'abord de centraliser l'administration des moyens de production qui n'étaient pas encore complètement industrialisés. Cela fait, il aurait fallu travailler au développement rapide des moyens de production pour pouvoir bientôt satisfaire tous les besoins humains. Mais pendant ce temps, toujours d'après Marx, il aurait fallu limiter la consommation, même au sein d'une société fondée sur la possession commune et la gestion démocratique des moyens de production: le libre accès selon les besoins individuels n'aurait pu être mis en application avant que les moyens de production ne se soient développés davantage. Marx ne fit aucune allusion au temps que cela prendrait mais en évaluant le progrès

technologique qui suivit, on peut penser que cela aurait représenté une trentaine d'années.

Nous répétons que ce point de vue s'explique à l'époque, mais plus de nos jours. Aujourd'hui, les « périodes de transition », les « dictatures révolutionnaires », les « bons de travail » n'ont plus de raison d'être et représentent des concepts du XIXe siècle. L'accès libre pour tous aux biens et aux services selon les besoins individuels pourrait être introduit pleinement presque tout de suite après la réalisation du socialisme – et on pourra réaliser le socialisme dès que la classe travailleuse le voudra et mènera l'action politique nécessaire.

Réforme et révolution

En 1879, à Marseille, un congrès d'organisations industrielles et politiques ouvrières fonda un parti politique nommé « Fédération du Parti des Travailleurs Socialistes ». En grande partie grâce à Jules Guesde, ce nouveau parti adopta le socialisme comme objectif et l'année suivante Guesde fut envoyé à Londres pour rencontrer Marx, qui rédigea un préambule au programme électoral du parti pour les législatives de 1881.

Puisque ce préambule est toujours une très bonne déclaration des principes socialistes, nous le reproduisons en entier :

« Considérant,

Que l'émancipation de la classe productive est celle de tous les êtres humains sans distinction de sexe, ni de race ;

Que les producteurs ne sauraient être libres qu'autant qu'ils seront en possession des moyens de production ;

Qu'il n'y a que deux formes sous lesquelles les moyens de production peuvent leur appartenir :

1. La forme individuelle qui n'a jamais existé à l'état de fait général et qui est éliminée de plus en plus par le progrès industriel;

2. La forme collective dont les éléments matériels et intellectuels sont constitués par le développement même de la société capitaliste.

Considérant,

Que cette appropriation collective ne peut sortir que de l'action révolutionnaire de la classe productive – ou prolétariat – organisée en parti politique distinct ;

Qu'une pareille organisation doit être poursuivie par tous les moyens dont dispose le prolétariat, y compris le suffrage universel transformé en d'instrument de duperie qu'il a été jusqu'ici en instrument d'émancipation : »

(*L'Egalité*, 30 juin 1880).

Cette déclaration contenait un point faible, qui devait se révéler fatal au mouvement social-démocrate, qui s'inspirait des idées de Marx et qui continua à prendre de l'ampleur en Europe jusqu'à la première guerre mondiale. Ce point faible était l'addition d'un « programme minimum » de réformes à atteindre dans le cadre du capitalisme à ce que l'on peut appeler le programme « maximum » de l'établissement du socialisme. Le programme minimum de 1880 était une liste de réformes démocratiques et sociales telles que la liberté complète de la presse, la séparation de l'Eglise et de l'Etat, une semaine de travail plus courte, un salaire minimum légal et les pensions de vieillesse. Ce dont les socialistes marxistes du début ne se rendaient pas

compte (ni Marx lui-même dans une certaine mesure) était que les nouveaux partis qu'ils avaient fait démarrer allaient revendiquer de telles réformes du capitalisme au détriment de la revendication du socialisme et de la propagation des principes socialistes. A la fin, ces partis devaient évoluer pour devenir de purs et simples partis réformistes, ayant le socialisme comme objectif sur papier seulement. Ce ne fut pas évident tout de suite et, dans les premières années, des gens tels que Guesde et Paul Lafargue firent en France une propagande très utile pour le socialisme.

Le programme minimum de 1880 devint vite un sujet de dispute et conduisit à une scission du parti. Guesde soutint un programme national unique alors que ses adversaires voulaient que l'autonomie soit donnée aux groupes locaux et qu'ils fassent leurs propres programmes. Guesde et ses amis furent dépassés au vote et firent scission pour fonder un nouveau parti, le Parti Ouvrier Français. Leurs adversaires élaborèrent une théorie du changement social qui fut appelée le « possibilisme ».

Les Possibilistes pensaient que le mouvement ouvrier devait rejeter l'idée de l'instauration du socialisme au moyen de la prise insurrectionnelle du pouvoir et devait plutôt poursuivre une stratégie d'amélioration graduelle du sort de la classe travaillante dans le cadre du capitalisme – obtenir ce qui était « possible » dans l'immédiat – par l'action syndicale et la législation de réformes sociales ; le résultat final, disaient-ils, serait le développement graduel d'une société sans classes, sans Etat, et sans argent.

Le Possibilisme (qui fut plus tard soutenu par l'orateur parlementaire Jean Jaurès) et le « Guesdisme » restèrent les deux stratégies rivales, pour ceux qui se disaient socialistes en France, jusqu'en 1905 lorsque, avec l'aide de l'Internationale Social-Démocratie, un parti unifié se forma pour s'appeler « Section Française de l'Internationale Ouvrière » (SFIO). Jaurès devint le chef de file de ce parti, ce qui reflétait le fait que la majorité de ses adhérents étaient ouvertement réformistes.

Guesde et ses amis continuèrent de proclamer qu'ils n'étaient pas des réformistes mais, après que leur parti eut gagné une représentation à la Chambre des Députés en 1893, leur ligne de conduite devint impossible à distinguer de celle des Possibilistes – eux aussi concentraient leur activité à essayer de faire voter par la Chambre des réformes jugées utiles aux travailleurs et c'était sur cette base qu'ils cherchaient à obtenir des voix aux élections. Ce fut en fait cette pratique commune qui rendit l'unité de 1905 possible. Autrement dit, la SFIO fut établie sur la base des pratiques réformistes communes de ses composants et non pas sur des principes socialistes solides, fait qui devait marquer toute son évolution ultérieure.

Le Guesdiste Charles Rappoport donna en 1908 les arguments suivants comme raison pour laquelle les socialistes devraient soutenir les réformes :

« On peut désirer ardemment des réformes, sans être pour cela le moins du monde « Réformiste ». Le Réformisme est une méthode, la « Nouvelle Méthode ». Pour le Réformisme, comme doctrine et comme politique, le Socialisme se réduit à un ensemble de réformes qui, ajoutées les unes aux autres, font disparaître le régime capitaliste. C'est le capitalisme brûlé à petit feu, la forteresse capitaliste anéantie pierre par pierre. »

Après cet assez bon résumé de la doctrine du réformisme, Rappoport continuait :

« Jamais les Socialistes n'accepteront le rôle de guérisseurs du régime capitaliste. Ils seront, par contre, assez cruels pour lui refuser tout secours. Ils réclament sa mort qui est le commencement de notre vie réelle et complète. Est-ce à dire que nous nous refusons à revendiquer des réformes, le plus de réformes possible ? Nous mentirons à notre programme minimum, à la pratique du socialisme international, à notre action quotidienne, politique et syndicale, si nous faisons fi des réformes. Nous nous refusons seulement à remplacer le socialisme par les réformes. » (*Le Socialisme*, 19 septembre 1908).

Ce que Rappoport disait en fait, c'est que la différence entre les révolutionnaires et les réformistes était que ces derniers veulent seulement des réformes alors que les premiers veulent des réformes et – plus tard – le socialisme. Autrement dit, dans l'immédiat, tant que le socialisme n'est pas à l'ordre du jour par manque d'un désir majoritaire, les réformistes et les « révolutionnaires » poursuivent la même politique : ils se battent pour des réformes du capitalisme !

A proprement parler, Rappoport avait raison de dire qu'en principe on peut se battre pour des réformes sans être réformiste. Ce qu'il oubliait, cependant, c'était l'effet sur un parti socialiste d'une conduite impossible à distinguer de celle des réformistes. L'histoire de la social-démocratie européenne avant la première guerre mondiale montre bien que le résultat est la transformation du parti en parti réformiste, c'est-à-dire intéressé uniquement dans la pratique par des réformes du capitalisme.

Le Parti social-démocrate allemand (SPD), qui était peut-être le plus « marxiste » de tous ces partis, subit la même dégénération. Il était devenu un parti de masse mais sur la base de son programme minimum de réformes sociales et démocratiques à réaliser dans le cadre du capitalisme et non pas sur la base de son objectif socialiste. Sa politique quotidienne était de lutter pour des réformes qui satisferaient son électorat, qui était en réalité réformiste et non-socialiste et dont il devint vite prisonnier. A la fin, à l'intérieur du parti même, il y eut des gens qui disaient que parler de « révolution », même s'il s'agissait seulement d'une phrase vide, risquait de faire perdre des voix potentielles. D'autres, comme Edouard Bernstein à la fin du siècle dernier, affirmaient que le parti devait avoir l'honnêteté intellectuelle de regarder la réalité en face et de devenir un parti réformiste autant dans la doctrine que dans la pratique. Le SPD rejeta cette suggestion de Bernstein, retenant *et* la pratique réformiste *et* la phraséologie révolutionnaire. Tôt ou tard, la réalité devait dissiper l'illusion que le SPD était un parti révolutionnaire et, quand éclata la première guerre mondiale, ses députés au *Reichstag* votèrent loyalement des crédits à la machine de guerre du Kaiser. Il fut alors clair pour tout le monde que le SPD avait bien « remplacé le socialisme par les réformes ».

Des Guesdistes comme Rappoport adoptèrent la même position que les dirigeants du SPD : ils déguisèrent (à eux-mêmes autant qu'aux autres) leur pratique réformiste derrière des phrases révolutionnaires ; eux aussi avaient remplacé le socialisme par les réformes bien qu'ils aient refusé de le reconnaître. Puisque les Guesdistes étaient toujours une minorité au sein de la SFIO, ce parti ne se trouvait pas dans une position aussi fautive que celle du SPD. La majorité de la SFIO sous Jaurès savait qu'elle était réformiste et n'avait pas honte de l'admettre.

La leçon à tirer de tout ceci, c'est l'impossibilité de combiner un programme minimum de réformes du capitalisme (réforme) avec le programme maximum de l'établissement du socialisme (révolution) et de rester en même temps un parti socialiste. Un parti socialiste, s'il veut rester tel, devrait, contrairement à ce que dit Rappoport, se refuser « à revendiquer des réformes ». C'est la seule façon d'éviter de « remplacer le socialisme par les réformes » d'abord en pratique puis dans la doctrine.

Cette conclusion fut tirée par un petit nombre de gens à l'intérieur du mouvement social-démocrate, surtout dans les pays anglophones. Il y avait des membres du Parti Socialiste du Canada, du Parti Socialiste d'Amérique et du Socialist Labor Party d'Amérique qui insistaient pour dire qu'un parti socialiste ne devait pas revendiquer les réformes du capitalisme. En Angleterre, cette politique fut exprimée au sein de la Fédération Sociale-Démocrate par un groupe qui la quitta en 1904 et forma le Parti Socialiste de Grande-Bretagne sans programme minimum.

La contribution du Parti Socialiste de Grande-Bretagne (*) à la théorie socialiste est d'avoir trouvé une solution satisfaisante au problème de la Réforme et de la Révolution, solution basée sur l'utilisation révolutionnaire des institutions de la démocratie politique, y compris les assemblées électives, pour établir le socialisme. Les partis sociaux-démocrates comme le SPD et la SFIO n'avaient utilisé les institutions parlementaires que pour essayer d'obtenir des réformes et on avait généralement supposé que l'action parlementaire ne pouvait être que réformiste. La contribution du PSGB fut de signaler que cette conclusion était fausse et qu'il n'y avait pas de raison pour qu'une majorité socialiste ne puisse utiliser la démocratie politique pour gagner le pouvoir politique afin de mener à bien la révolution sociale.

On peut éviter les deux politiques futiles de l'insurrectionnisme et du réformisme par la construction d'un parti socialiste composé uniquement de socialistes convaincus, un parti qui ne revendique pas de réformes du capitalisme. Quand la plupart des salariés seront devenus socialistes et se seront organisés, ils pourront utiliser leurs voix afin d'envoyer aux parlements et aux municipalités des délégués qui auront pour mandat d'employer le pouvoir politique pour l'*unique* acte révolutionnaire qui sera la déposssession de la classe capitaliste par la conversion des moyens de production et de distribution en propriété commune de la société tout entière.

(*) Le PSGB existe toujours. Sa Déclaration de Principes, avec laquelle nous sommes pleinement d'accord, figure au dos de la couverture [à la fin].

La futilité du réformisme

Dans son analyse du réformisme, Rappoport est passé à côté de la question fondamentale, car enfin, il ne s'agit pas tant de savoir si les réformes sont désirables que si elles sont possibles. De toute évidence, un parti socialiste, même s'il a pour politique de ne pas revendiquer de réformes, ne peut pas s'en désintéresser totalement si elles améliorent véritablement la condition des salariés. Il faut accepter les réformes qui sont offertes et en profiter au maximum. Mais les réformes sociales sont-elles aussi « possibles » que les Possibilistes le suggéraient. Dans quelle mesure est-il réellement possible de changer les conditions sociales au moyen de la législation ?

Le capitalisme est un système économique qui fonctionne selon des lois économiques précises, des lois qui peuvent se résumer par « pas de profit, pas de production ». Autrement dit, si le taux de profit, dans une industrie particulière ou dans l'ensemble de l'économie, tombe trop bas, la production s'arrêtera. Les gouvernements du capitalisme, y compris ceux qui sont formés par des partis réformistes, doivent tenir compte de cette loi économique fondamentale quand ils formulent leur politique et, par là même, d'éventuelles législations de réformes sociales.

Les partis réformistes qui ont eu régulièrement l'occasion de gouverner le capitalisme, comme le Parti Travailleuse en Grande-Bretagne et le SPD en Allemagne, au lieu de transformer le capitalisme en socialisme au moyen d'un train de mesures de réformes sociales (comme ils avaient dit au départ qu'ils le feraient) on fini par être eux-mêmes transformés en simples gestionnaires du capitalisme, peu différents de leurs rivaux ouvertement pro-capitalistes. Aujourd'hui, ils reconnaissent ouvertement la nécessité de réaliser des profits sous le régime capitaliste et ils n'hésitent pas à employer le pouvoir d'Etat pour restreindre les salaires et résister aux grèves. En France, le « Parti Socialiste » (c'est ainsi que la SFIO s'est rebaptisée en 1969), n'ayant pas encore la même expérience de gestion du capitalisme a encore des illusions quant à la possibilité de le transformer graduellement, illusions que, s'il venait au pouvoir (seul ou en coalition), la réalité économique lui ferait vite abandonner en lui imposant le fait que dans le capitalisme la priorité doit être donnée aux profits, non aux réformes.

Le capitalisme a besoin de se réformer sans cesse. Les méthodes de production et l'organisation industrielle évoluent constamment sous le régime capitaliste, et les variations des taux de profit amènent le déclin de certaines industries, le développement de certaines autres. La superstructure politique et juridique doit être modifiée parallèlement à ces changements industriels. C'est ainsi que les parlements doivent continuellement voter des réformes pour que l'économie capitaliste fonctionne aussi régulièrement que possible. Ainsi, non seulement le capitalisme peut-il produire des réformes (dans le sens de changements à la législation sociale) mais il lui faut les produire. C'est pourquoi tous les partis d'aujourd'hui, Même ceux de droite, font des propositions de réformes du capitalisme et sont donc, en ce sens, réformistes.

En général, les réformes ne sont introduites que dans la mesure où l'une ou l'autre des sections de la classe capitaliste en bénéficie, et si la classe travailleuse se trouve en profiter aussi, c'est purement accidentel. Au XIXe siècle, les travailleurs étaient traités impitoyablement. ils avaient des salaires de misère. Il n'y avait aucune limitation au nombre d'heures de travail journalière ou hebdomadaires. Les conditions de travail étaient dangereuses et malsaines. Quand ils étaient au chômage ou malades ou vieux, ils n'avaient que la charité sur quoi compter. La scolarisation était inexistante ou minimale. Et ils vivaient entassés dans des taudis insalubres. De nos jours, cette situation a changé pour la plupart des salariés (quoique pas pour tous) et les réformistes s'en attribuent une grande part de mérite. Mais en fait, ces pratiques ont été abandonnées parce qu'elles se révélaient peu rentables pour les employeurs capitalistes.

Un travailleur qui est fatigué ou en mauvaise santé ou qui s'inquiète de savoir comment nourrir sa famille est moins productif – et produit donc moins de profits pour son employeur – qu'un travailleur qui est nourri, vêtu et logé correctement. Quelques-uns des plus gros capitalistes s'en étaient rendu compte au XIXe siècle et ils avaient amélioré volontairement les conditions de vie et de travail de leurs ouvriers. Ils furent

récompensés par une productivité accrue et des profits supérieurs. Les capitalistes plus petits étaient plus récalcitrants, soit parce qu'ils ne pouvaient se permettre d'améliorer ces conditions, soit parce qu'ils ne voyaient pas assez loin pour comprendre qu'ils finiraient par en bénéficier. L'Etat eut donc à intervenir et à leur imposer des améliorations de ce genre par le moyen de la législation.

Ce fut l'origine de toute une gamme de mesures sociales – limitation de la journée de travail, sécurité sur le lieu de travail, reconnaissance légale des syndicats, assurance maladie, accident et vieillesse, scolarisation gratuite, logements subventionnés – appelées parfois l'Etat Providence. Mais il n'y a là rien de providentiel : ces mesures sont nécessaires pour assurer une main-d'œuvre en bonne santé et bien fondée pour faire marcher l'industrie avancée et elles sont donc une nécessité économique pour tout Etat capitaliste moderne. De fait, ce sont aussi souvent des partis ouvertement capitalistes que des partis réformistes qui les ont introduites.

En France, le Front Populaire, élu en 1936, fut un gouvernement réformiste type. Ayant à sa tête le leader de la SFIO, Léon Blum, ce fut essentiellement une coalition entre la SFIO et le Parti Radical avec l'appui parlementaire du « Parti Communiste ». Sous la pression des travailleurs en grève, le gouvernement du Front Populaire introduisit un certain nombre de réformes sociales – la semaine de 40 heures, les congés payés, la représentation syndicale sur le lieu de travail – que, dans d'autres pays, on avait déjà votées ou négociées entre employeurs et syndicats. Autrement dit, le gouvernement Blum aligna la législation sociale en France sur celle du reste du monde capitaliste avancé, et il ne le fit que contraint et forcé par une grève générale. Le gouvernement Blum et ses successeurs se mirent alors à gérer le capitalisme – Blum déclarait ouvertement que son gouvernement avait été élu pour exercer le pouvoir dans le cadre du capitalisme et non pour l'abolir – et ce faisant ils entrèrent, comme cela devait arriver, en conflit avec la classe travailleuse à propos des salaires et des conditions de travail. Ce sont eux qui imposèrent l'arbitrage obligatoire et qui instituèrent de nombreuses dérogations à la loi de 40 heures.

L'une des réformes sociales que l'on a souvent demandé aux salariés de soutenir est la nationalisation. En fait, on dit même que la nationalisation, c'est le socialisme. Il n'en est rien. C'est le capitalisme d'Etat où les travailleurs, au lieu d'être exploités par un capitalisme privé, sont exploités par l'Etat-patron. Quand une entreprise est nationalisée, elle est acquise par l'Etat pour la classe capitaliste entière et elle est gérée dans l'intérêt de cette dernière par une direction mise en place par l'Etat. Les entreprises nationalisées produisent toujours en vue de réaliser un profit et, dans certains cas, les anciens propriétaires, ainsi que de nouveaux investisseurs capitalistes, continuent à toucher leur part des bénéfices sous forme d'intérêts sur les bons d'Etat, au lieu des dividendes sur les actions qu'ils percevaient auparavant. Les travailleurs des entreprises nationalisées doivent continuer à s'organiser en syndicats et à faire grève pour protéger leurs salaires et leurs conditions de travail, comme les travailleurs de la SNCF, de l'EDF ou de Renault, par exemple, le savent bien.

D'autres mesures proposées par les réformistes créent simplement d'autres problèmes quand elles sont appliquées, parce qu'elles ne tiennent pas compte des lois économiques du capitalisme. Une loi sur un salaire minimum (tel que le SMIC) a pour effet d'augmenter le chômage parmi les sections les moins qualifiées et les moins solides de la classe travailleuse qui, s'il n'y avait pas ce minimum légal, seraient

capables de trouver un emploi à un salaire au-dessous de ce niveau. Le blocage et le contrôle des loyers conduisent à la détérioration des conditions de logement. Car le contrôle des loyers rend l'investissement dans les habitations à louer moins intéressant que dans d'autres domaines. Les capitaux tendent par conséquent à aller à ces domaines-là, ce qui entraîne des réductions dans la construction et dans l'entretien des logements. Une seconde réforme s'avère alors nécessaire pour essayer de résoudre ce nouveau problème !

L'action politique réformiste échoue parce qu'elle s'attaque aux effets (mauvais logements, mauvaise éducation, mauvais services de santé, etc., etc.) tout en laissant la cause (le capitalisme et son monopole de classe des moyens de production) intacte. Le fait est que l'on ne peut pas réformer le capitalisme de façon à ce qu'il fonctionne dans l'intérêt de la classe des salariés qui forment la grande majorité des membres de la société capitaliste. Les partis réformistes au pouvoir ne réussissent pas, non parce que leurs leaders sont faibles ou corrompus ou traîtres mais parce que ce qu'ils essaient de faire ne peut pas être fait. Ils tentent l'impossible puisqu'ils veulent faire faire au capitalisme des choses contraires à sa nature. Voilà pourquoi le réformisme est futile et pourquoi des partis comme le soi-disant Parti Socialiste sont voués à l'échec avant même d'avoir commencé.

Les syndicats

Les associations de travailleurs de même métier existent depuis le Moyen Age, mais c'est seulement au milieu du XIXe siècle qu'elles sont devenues des organisations de salariés traitant avec les employeurs sur les salaires et les conditions de travail. Jusqu'alors, elles n'avaient guère été que des sociétés d'entraide, mais même celles-ci avaient été interdites en 1791 par la loi Le Chapelier qui fut plus tard incorporée au code Napoléon. Les associations de travailleurs continuèrent pourtant à exister. Mais elles n'eurent pas le droit de fonctionner ouvertement avant 1864 et ne furent pas complètement légalisées avant 1884.

Dans les années 1860, l'organisation principale de travailleurs en France était l'« Association Internationale des Travailleurs » (AIT) qui avait été fondée en 1864 par des travailleurs français et britanniques. Malgré le fait que Karl Marx avait joué un rôle de première importance dans ses activités, l'AIT n'était pas vraiment une organisation socialiste. Elle s'occupait principalement d'organiser les syndicats et de soutenir les grèves. Elle eut cependant pour effet d'introduire certaines idées socialistes parmi les travailleurs français. Ainsi, en 1869, une « Chambre Fédérale des Sociétés Ouvrières de Paris » affirme avoir pour but ultime « *l'émancipation totale des travailleurs dans un ordre social nouveau où le salariat sera aboli* » et, en 1870, Leo Frankel déclare (en exagérant un peu) au cours d'un procès contre quelques membres français de l'AIT que « *l'Association Internationale n'a pas pour but une augmentation du salaire des travailleurs mais bien l'abolition du salariat* ». Cette revendication de « l'abolition du salariat » avait été formulée pour la première fois dans les années 1830 et 1840 par les Chartistes britanniques et avait été reprise par Marx dans un exposé qu'il avait fait au Conseil Général de l'AIT en 1865 (publié après sa mort sous forme d'une brochure intitulée *Salaires, Prix et Profit* que nous recommandons vivement pour une meilleure compréhension du syndicalisme, de son utilité et de ses limites). Celui-ci allait devenir un des principaux slogans du syndicalisme français dans la période allant jusqu'à la

première guerre mondiale, une fois le mouvement travailleur reparti après la suppression sanglante de la Commune de Paris en 1871.

En 1895, différents syndicats et autres organisations de travailleurs s'unirent pour former une « Confédération Générale du Travail » (CGT) qui, en 1902, déclara avoir pour but « *la disparition du salariat et du patronat* ». En 1906, la CGT adopta un nouveau programme lors de son congrès d'Amiens. Du fait de l'importance historique de celui-ci, nous donnons cette « Charte d'Amiens » dans son entier:

« Le Congrès confédéral d'Amiens confirme l'article 2 constitutif de la CGT disant: « La CGT groupe, en dehors de toute école politique, tous les travailleurs conscients de la lutte à mener pour la disparition du salariat et du patronat ». Le Congrès considère que cette déclaration est une reconnaissance de la lutte des classes qui oppose, sur le terrain économique, les travailleurs en révolte contre toutes les formes d'exploitation et d'oppression, tant matérielles que morales mises en œuvre par la classe capitaliste contre la classe ouvrière.

« Il précise, par les points suivants, cette affirmation théorique : dans l'œuvre revendicatrice quotidienne, le syndicalisme poursuit la coordination des efforts ouvriers, l'accroissement du mieux-être des travailleurs par la réalisation d'améliorations immédiates, telles que la diminution des heures de travail, l'augmentation des salaires, etc. ; mais cette besogne n'est qu'un côté de l'œuvre du syndicalisme : il prépare l'émancipation intégrale qui ne peut se réaliser que par l'expropriation capitaliste ; il préconise comme moyen d'action la grève générale et il considère que le syndicat, aujourd'hui groupement de résistance, sera dans l'avenir le groupement de production et de répartition, base de réorganisation sociale.

« Le Congrès déclare que cette double besogne, quotidienne et d'avenir, découle de la situation de salariés qui pèse sur la classe ouvrière et qui fait à tous les travailleurs, quelles que soient leurs opinions ou leurs tendances politiques ou philosophiques, un devoir d'appartenir au groupement essentiel qu'est le syndicat. Comme conséquence, en ce qui concerne les individus, le Congrès affirme l'entière liberté pour le syndiqué de participer, en dehors du groupement corporatif, à telles formes de lutte correspondant à sa conception philosophique ou politique, se bornant à lui demander, en réciprocité, de ne pas introduire dans le syndicat les opinions qu'il professe au dehors.

« En ce qui concerne les organisations, le Congrès décide qu'afin que le syndicalisme atteigne son maximum d'effet, l'action économique doit s'exercer directement contre le patronat, les organisations confédérées n'ayant pas, en tant que groupements syndicaux, à se préoccuper des partis et des sectes qui, en dehors et à côté, peuvent poursuivre en toute liberté la transformation sociale. »

La doctrine exposée ici devint un courant dans le mouvement travailleur que l'on appela « syndicalisme révolutionnaire ». Certains dirigeants et adhérents CGT seulement acceptaient cette doctrine et considéraient les syndicats et la grève générale comme le seul moyen de renverser le régime capitaliste et d'instaurer une nouvelle société. Le gros des adhérents ne s'intéressait qu'à « l'oeuvre revendicatrice quotidienne », et s'ils étaient parfois prêts à entériner certaines tournures révolutionnaires, c'était pour effrayer leurs patrons et en tirer des salaires plus élevés ou de meilleures conditions de travail.

La Charte n'était pas aussi anti-politique qu'on l'a parfois soutenu. Elle ne proclame pas que syndicat et action politique sont incompatibles, mais seulement qu'on ne devrait pas introduire de divisions politiques à l'intérieur du syndicalisme. En cela, elle fait preuve de sagesse puisque, s'ils veulent réussir à faire une pression efficace sur les patrons pour défendre salaires et conditions de travail, les syndicats doivent regrouper autant de travailleurs que possible, indépendamment de leurs opinions politiques ou philosophiques. Ils sont, et devraient être, composés de travailleurs de toutes opinions. Si l'on introduit des opinions politiques (y compris les opinions anti-politiques des anarchistes), on risque des divisions, ce qui affaiblit les syndicats face aux patrons. En reconnaissant ceci, la Charte d'Amiens adoptait une position de sagesse (position que l'on oublie malheureusement souvent aujourd'hui).

Les syndicats naissent du rapport salarial qui est à la base du capitalisme. La société capitaliste est divisée en deux classes: la classe capitaliste qui possède et gère les moyens de production et la classe travailleuse dont les membres sont obligés de vendre leur énergie mentale et physique afin de vivre. Le salaire que les travailleurs reçoivent est le prix de leur capacité au travail, de leur « force de travail », et le prix de cette marchandise oscille autour de sa valeur, déterminée, comme celle de toute autre marchandise, par le temps de travail socialement nécessaire pour le produire et la reproduire, dans ce cas-ci par le coût nécessaire à la formation et à l'entretien du travailleur et de sa famille. Si les travailleurs se faisaient une concurrence illimitée pour trouver du travail, alors les salaires auraient tendance à tomber au-dessous de la valeur de la force de travail, comme cela arrivait souvent au XIXe siècle avant qu'il n'y ait de syndicats vraiment efficaces. En se groupant en syndicats afin de faire peser une pression collective sur les patrons, les travailleurs peuvent empêcher que les salaires ne descendent plus bas que la valeur de leur force de travail. En d'autres termes, c'est une manière de s'assurer qu'on reçoit en paiement la valeur exacte de ce qu'on vend. C'est en cela que les syndicats peuvent être utiles aux travailleurs, mais là s'arrête leur pouvoir. Ils ne peuvent pas faire monter notablement le niveau de vie de leurs adhérents dans le capitalisme, même s'ils peuvent faire en sorte que les salaires ne soient pas réduits au point d'être au-dessous du niveau de subsistance.

Les syndicats sont donc des organisations de défense de la classe travailleuse qui, afin d'être efficaces, doivent recruter tous les travailleurs concernés, le seul critère de recrutement étant qu'ils travaillent pour un salaire dans telle ou telle industrie ou dans tel ou tel métier et non pas qu'ils aient telles ou telles opinions politiques. Ceci signifie qu'ils ne sont pas, et ne peuvent pas être, des organisations révolutionnaires puisqu'ils sont composés aussi bien de non-socialistes que de socialistes. En fait, à l'époque actuelle, la classe travailleuse ne désirent ni ne comprenant toujours pas le socialisme, l'écrasante majorité des syndiqués ne peut être que non-socialiste et donc non-révolutionnaire. Il en était ainsi également avant la première guerre mondiale. C'est pourquoi il était absurde de s'attendre, comme le faisaient les syndicalistes révolutionnaires, à ce que les syndicats mènent une action révolutionnaire, puisque cela revient à attendre une attitude révolutionnaire de la part d'une masse d'individus non-révolutionnaires.

Pour mettre fin au capitalisme, il faudra que la grande majorité des travailleurs en soit d'abord venue à désirer et à bien comprendre ce changement, puisque la nouvelle société socialiste qui sera établie à la place du capitalisme ne pourra fonctionner

qu'avec la participation consciente et active de ses membres. C'est cela que les syndicalistes révolutionnaires ne voulaient pas admettre. Ils se croyaient capables, en tant que minorité agissante, de mener la masse mécontente des travailleurs dans une grève générale contre le capitalisme. Cela aurait inévitablement échoué et causé la mort de nombreux travailleurs innocents, d'autant plus que la position anti-politique des syndicalistes révolutionnaires signifiait que l'Etat, avec les forces de répression à sa disposition, serait resté aux mains d'un gouvernement représentant la classe capitaliste.

Si l'on ne peut pas mettre en question la sincérité des syndicalistes révolutionnaires dans leur désir de mettre fin au capitalisme, on peut se demander s'ils avaient bien compris la nature de la future société qui devait le remplacer. Quand ils suggéraient que la société devrait être organisée à partir de syndicats (« le syndicat . . . sera dans l'avenir le groupe de production et de répartition, base de réorganisation sociale »), les syndicalistes révolutionnaires ne faisaient que projeter dans le socialisme les divisions professionnelles et industrielles existant parmi les travailleurs dans le capitalisme. Puisque le socialisme est fondé sur la possession commune ou sociale des moyens de production (c'est-à-dire que la société entière les détient), la propriété syndicale proposée par les syndicalistes révolutionnaires n'était pas du tout le socialisme mais une forme modifiée de propriété non-sociale ou privée.

La première guerre mondiale révéla que non seulement la majorité des adhérents CGT n'étaient pas révolutionnaires mais qu'ils étaient patriotes. A partir de ce moment, les syndicats commencèrent à collaborer ouvertement avec l'Etat, à s'intégrer dans le système capitaliste, et ce processus continue encore de nos jours, les syndicats étant maintenant représentés dans de nombreuses institutions gouvernementales, nationales et régionales, et subventionnés par l'Etat pour certaines de leurs activités. Le syndicalisme, en d'autres termes, a cessé de se prétendre révolutionnaire, bien que la CGT actuelle ait attendu 1969 pour rayer de ses statuts « la disparition du salariat et du patronat » qui, sur papier, faisait toujours partie de son programme. Cela a mené certains à soutenir que, les syndicats, n'étant pas révolutionnaires, ils ne devraient pas recevoir l'appui de ceux qui veulent une révolution sociale mais au contraire leur opposition. Mais ceci ne semble ni juste comme critique ni valable comme conclusion.

Les syndicats sont essentiellement des organismes de défense dont le rôle se limite à protéger les salaires et les conditions de travail et c'est là-dessus qu'on devrait juger de leur efficacité ou de leur manque d'efficacité. Selon ce critère, les syndicats existants, malgré leurs nombreuses erreurs (rivalités et manque d'unité, collaboration avec l'Etat et avec certains partis politiques), réussissent en gros à protéger le niveau des salaires et les conditions de travail contre ce que Marx appelait « *les empiétements ininterrompus du capital* », qui de nos jours se manifestent entre autres par l'inflation.

Les socialistes font partie des syndicats existants et y travaillent pour défendre les (leurs) salaires et les conditions de travail. Nous ne critiquons pas les syndicats parce qu'ils ne sont pas révolutionnaires, mais nous devrions les critiquer sévèrement lorsqu'ils s'écartent de l'idée fondamentale qu'il y a un antagonisme d'intérêts entre travailleurs et patrons, lorsqu'ils collaborent avec les patrons, l'Etat ou des partis politiques, lorsqu'ils font passer les intérêts corporatifs d'une section particulière de travailleurs avant l'intérêt général de la classe travailleuse dans son ensemble.

Mais même si les syndicats ne faisaient aucune erreur de ce genre, ce qu'ils pourraient

obtenir pour la classe travailleuse resterait très limité. Ce qu'ils peuvent faire, c'est de permettre aux salariés de recevoir en paiement toute la valeur de leur force de travail, mais ils ne peuvent pas empêcher l'exploitation de la classe travailleuse. Cette exploitation est propre au système du salariat et ne peut être abolie qu'avec lui en faisant des moyens de production la possession de la communauté tout entière qui les administrera démocratiquement. Mais cela demande une action politique, basée sur une conscience socialiste, par un parti politique socialiste, que les syndicats, dont le rôle est défensif et limité, ne peuvent absolument pas remplacer.

Le soi-disant parti communiste

De toutes les organisations françaises que se disent en faveur du socialisme, la plus importante, celui qui a le plus grand nombre d'adhérents, est le Parti Communiste (PCF). Le PCF estime que le socialisme a bien été réalisé en Russie et dans certains autres pays. Si ceci était vrai – si la Russie était socialiste – alors la position pro-russe qu'a eue le PCF pendant des années aurait été logique pour une organisation qui se dit socialiste. Mais si, d'autre part, comme nous le montrerons dans le chapitre suivant, la Russie n'est pas et n'a jamais été socialiste, mais a gardé le système capitaliste du monopole de classe des moyens de production, du salariat, et de la production pour le profit, sous la forme d'un capitalisme d'Etat, alors la politique pro-russe du PCF signifie qu'il a constamment servi les intérêts du gouvernement d'un pays capitaliste d'Etat et non pas ceux de la classe travailleuse. Un examen plus détaillé des zigzags de la politique du PCF depuis sa formation en 1920 le confirmera.

Le PCF fut fondé en 1920 au congrès de la SFIO, à Tours, quand une majorité de délégués votèrent l'affiliation de la SFIO à « l'Internationale Communiste » (Comintern) que les bolcheviks avaient établie et lui donnèrent le nouveau nom de « Parti Communiste ». (Les anti-bolcheviks avec Léon Blum s'en détachèrent aussitôt et formèrent un nouveau parti qui prit pour nom celui de SFIO, que la majorité avait abandonné).

Les premiers adhérents du PCF furent essentiellement des sociaux-démocrates de gauche pleins d'enthousiasme pour ce qui se passait alors en Russie et dont ils se faisaient d'ailleurs une idée fautive. Rares étaient ceux qui avaient compris les méthodes et tactiques des bolcheviks et ceux-ci savaient bien qu'ils ne pouvaient pas compter absolument sur ce nouveau parti, surtout maintenant que leurs buts s'identifiaient de plus en plus avec les intérêts nationaux du régime capitaliste d'Etat qu'ils étaient en train d'établir en Russie. Après la mort de Lénine, Staline, en passe de devenir le nouveau maître de la Russie, ordonna la « bolchevisation » des partis affiliés au Comintern. Ce processus dura quelques années et il entraîna l'élimination non seulement des éléments sociaux-démocrates peu sûrs mais aussi des partisans de Trotski et de tous ceux qui s'opposaient à Staline en Russie. En France, ce processus prit fin quand, en 1930, Maurice Thorez devint chef du parti. Sous la direction de Thorez, jusqu'à sa mort en 1964, le PCF ne dévia pas une seule fois de la ligne tracée par les dirigeants de la Russie capitaliste d'Etat. Il suivit loyalement les zigzags de la politique russe.

Au moment où Thorez devint leader en 1930, le PCF poursuivait une tactique appelée « classe contre classe », qui comprenait la dénonciation des sociaux-démocrates, représentés en France par la SFIO de Blum, comme étant des « sociaux-fascistes ». Cette politique ne fut pas appréciée par la plupart des travailleurs, et le nombre des adhérents et des sympathisants du PCF baissa nettement. Puis, en 1934, après la montée au pouvoir d'Hitler en Allemagne, le gouvernement russe changea de politique étrangère et rechercha activement l'alliance des pays occidentaux contre l'Allemagne nazie. Les partis communistes des pays occidentaux, y compris de la France, furent enjoins d'abandonner la tactique de « classe contre classe » et de chercher alliance avec ces mêmes sociaux-démocrates qu'ils avaient traités jusqu'alors de « sociaux-fascistes ». Le but était de créer un mouvement de masse pour forcer les gouvernements occidentaux à s'allier avec la Russie.

La nouvelle politique étrangère russe remporta un succès important avec la signature, le 2 mai 1935, du Pacte franco-soviétique. La France devint alors l'allié militaire de la Russie. Comment le PCF pouvait-il dans ces circonstances justifier la politique qu'il avait suivie jusqu'alors – qui était une vieille tradition héritée de la SFIO d'avant la guerre – de ne pas voter les crédits militaires ? La réponse est qu'il n'essaya même pas. Un communiqué paru après une rencontre entre Staline et Laval, le 15 mai, déclarait :

« Monsieur Staline comprend et approuve pleinement la politique de défense nationale faite par la France pour maintenir sa force armée au niveau de sa sécurité. »

Le PCF convint loyalement que « Staline avait raison » et abandonna du jour au lendemain sa position anti-militariste.

La stratégie de Staline en ce qui concernait les partis communistes non-russes devenait alors claire : dans le futur immédiat, ils ne devaient pas viser au pouvoir mais essayer de construire dans leurs pays respectifs un front anti-fasciste aussi étendu que possible ; en fait, dans la mesure où les discours traditionnels des PC sur la « révolution », l'« internationalisme » et les « soviets » pouvaient effrayer des anti-fascistes potentiels, on les laissa tomber. On le fit savoir aux partis-membres du Comintern lors de son VIII^e Congrès à Moscou, en juillet et en août 1935. Le porte-parole de Staline fut le Bulgare Georgi Dimitrov, qui dit aux délégués de ne pas se contenter d'un simple affaiblissement de la phraséologie révolutionnaire et internationaliste, mais de se convertir au patriotisme dans leurs pays respectifs et de dire dans leur propagande que c'étaient eux, et non pas les fascistes et leurs sympathisants, qui étaient les vrais patriotes. C'est ainsi que l'anti-patriotisme, après avoir été longuement défendu par la section militante de la classe ouvrière française, fut lui aussi abandonné et que le PCF adopta le langage chauvin qu'il continue d'employer de nos jours.

Ce changement de position allait permettre la formation du Front Populaire composé du PCF, de la SFIO et des Radicaux, union que le PCF défendait ardemment. Celui-ci s'intéressait tellement à créer un front aussi grand que possible que, dans les discussions sur le programme électoral du Front, il s'allia souvent avec les Radicaux contre la SFIO pour modérer les demandes de réformes. Quand le Front Populaire gagna les élections de 1936, le PCF dut faire face au dilemme suivant : devait-il ou non rejoindre le gouvernement que Blum était en train de former ? Finalement, il décida de ne pas y participer mais de donner au nouveau gouvernement un appui parlementaire total.

Le PCF vota pour tous les gouvernements du Front Populaire jusqu'en 1939, y compris ceux qui étaient présidés par des Radicaux conservateurs, et demanda même une représentation ministérielle dans certains d'entre eux (sans succès). Hors du parlement, il chercha à limiter les revendications de la classe travailleuse à l'accord négocié à Matignon pendant la grande vague de grèves de juin 1936, dans le but de ne pas aliéner « les classes moyennes » et d'aider le capitalisme français à se réarmer pour la guerre à venir. Ainsi Monmousseau, l'un des dirigeants syndicaux du PCF, écrivait-il en 1937 :

« La continuation des mouvements au-delà des objectifs contenus dans les accords Matignon et des lois sociales dont le vote ne faisait désormais aucun doute ne pouvait que servir la cause du grand patronat en mettant le gouvernement en difficulté (. . . .) L'application des lois sociales en garantissant aux masses un salaire basé sur un pouvoir d'achat suffisant, devait inmanquablement provoquer, dans les masses, un sens général de la responsabilité, c'est-à-dire un accroissement de la production. »
(*Cahiers du bolchevisme*, 15 janvier 1937.)

Comme l'Allemagne nazie se réarmait et étendait son emprise sur l'Europe centrale, la Russie commença à se trouver de plus en plus isolée et ordonna à ses partis communistes à l'étranger de travailler encore plus dur à la construction d'un front anti-fasciste de masse. Alors, le PCF ne parla même plus de « socialisme », de « front uni de la gauche », mais d'un « Front des Français » composé de tous ceux qui étaient opposés à l'Allemagne nazie, aussi bien des conservateurs que des fascistes anti-nazis. Ceux qui, dans la gauche, rejetèrent cette tactique furent dénoncés comme « agents provocateurs du fascisme » (*L'Humanité*, 13 mai 1938).

Mais la loyauté du PCF vis-à-vis des dirigeants de la Russie capitaliste d'Etat allait bientôt être mise à rude épreuve. Le 23 août 1939, la conclusion du Pacte nazi-soviétique fut annoncée au monde ébahi. Le PCF (ainsi que les autres partis occidentaux) fut d'abord quelque peu désorienté par ce nouveau tournant de la politique étrangère de la Russie, allant même jusqu'à voter des crédits pour la guerre que la France avait déclarée à l'Allemagne le 3 septembre. (Ceci n'empêcha pas le PCF d'être interdit par le gouvernement français). En quelques mois cependant, il fut rappelé à l'ordre par Moscou, et, en novembre, il publia une nouvelle déclaration dénonçant la guerre (correctement d'ailleurs) comme étant une guerre inter-impérialiste. On obligea Thorez à faire une autocritique abjecte. Même la conquête nazie de la France ne fit bouger le PCF de sa position neutre sur la guerre, qui reflétait la neutralité même de la Russie. En fait, en 1940 et 1941, le PCF demanda aux gouvernements occidentaux d'accepter l'offre de négociations de paix d'Hitler.

Quand le 22 juin 1941, l'Allemagne envahit la Russie, la position du PCF changea de nouveau de 180°. Maintenant que la Russie s'y était engagée, du côté des puissances occidentales, la guerre, pour le PCF, changea de caractère, et d'impérialiste elle devint « progressiste » et « populaire ». Le PCF se joignit à la Résistance et en 1944 fut admis par De Gaulle à son gouvernement provisoire en exil. En novembre 1945, Thorez lui-même devint ministre d'Etat dans le gouvernement de De Gaulle et, après le départ de ce dernier, en janvier 1946, fut vice-président du Conseil dans chacun des gouvernements (sauf un qui dura quelques semaines seulement) jusqu'en mai 1947.

Ainsi, pendant la période 1944-47, le PCF était partie prenante de la gestion du capitalisme français. Comme pendant la période 1936-39, le PCF donna beaucoup d'importance à l'accroissement de la production, Thorez fit le tour du pays en demandant aux gens de retrousser leurs manches et de travailler davantage. Les grèves n'étaient pas encouragées. Monmousseau dit à une réunion des ouvriers du bâtiment à Paris, en septembre 1945 :

« De nouvelles responsabilités nous incombent. Il faut s'élever au-dessus des intérêts purement professionnels et regarder les intérêts de la nation. La grève, dans la situation présente, c'est l'arme des trusts contre la nation et contre la classe ouvrière »
(*L'Humanité*, 19 septembre 1945).

Cette attitude pro-production et anti-grève ne fut pas abandonnée avant le moment où, avec le début de la guerre froide, la politique étrangère de la Russie changea de nouveau.

Dès 1947, la rivalité entre la Russie et les Etats-Unis pour la domination mondiale fut admise ouvertement de chaque côté et Staline décida de raviver, quoique sous une forme réduite, le Cominterm (qu'il avait dissous en 1943 pour plaire aux nouveaux alliés occidentaux de la Russie). En novembre, il convoqua en Pologne les partis communistes de la Russie et des pays de l'Europe de l'Est qui lui étaient soumis ainsi que ceux de la France et de l'Italie pour établir le Cominform. A cette réunion, Jdanov dit aux partis italien et français que leur rôle dans la nouvelle politique étrangère russe était de faire tout ce qu'ils pouvaient pour empêcher les Etats-Unis d'englober l'Europe occidentale dans sa sphère d'influence. A leur retour de Pologne les dirigeants du PCF commencèrent aussitôt une virulente campagne anti-américaine exploitant autant que possible les préjugés chauvins. L'horreur réelle que les gens avaient de la guerre fut exploitée grâce à une campagne pour la « paix » qui était tout à fait mensongère puisqu'elle avait pour but de donner à la Russie un répit dont celle-ci pouvait profiter pour fabriquer sa propre bombe atomique. Le PCF tenta de provoquer des grèves dans l'industrie de l'armement et, au travers de la CGT, d'exploiter à plein le mécontentement plus que légitime des travailleurs à propos de salaires et des conditions de travail afin de déstabiliser l'économie française.

La politique étrangère de la Russie changea de nouveau en 1956, trois ans après la mort de Staline, quand au XXe Congrès du parti russe, Khrouchtchev dénonça certaines actions de Staline et proclama la doctrine de « coexistence pacifique » entre pays « socialistes » (c'est-à-dire le bloc capitaliste d'Etat avec la Russie à sa tête) et capitalistes. Ceci fut reflété en France par un rapprochement entre le PCF et la SFIO, qui avait pris une position pro-américaine pendant la guerre froide. Mais ce devait être une évolution lente et prolongée, compliquée par le retour au pouvoir de De Gaulle et l'instauration de la Ve République en 1958. Le résultat final fut la signature en 1972 du programme commun du gouvernement pour les législatives par le PC, le PS (c'était le nouveau nom de la SFIO depuis 1969) et les Radicaux de Gauche.

Cette période vit aussi un relâchement dans l'engagement inconditionnel du PCF envers la politique de gouvernement russe. En 1965, le PCF critiqua timidement le procès de deux écrivains russes et, en 1968, il s'opposa à l'invasion russe de Tchécoslovaquie. Il proclame maintenant son indépendance complète vis-à-vis de Moscou, bien qu'il considère toujours la Russie et les pays de l'Europe de l'Est comme

étant « socialistes » et comme ayant un bilan « globalement positif » et il donne toujours un appui général à la politique étrangère russe.

Ayant cessé d'accepter des ordres directement de la Russie, le PCF, du parti réformiste servant les intérêts de la Russie capitaliste d'Etat qu'il était, est devenu un parti réformiste tout court. Il est maintenant engagé dans la stratégie d'évolution graduelle du capitalisme en direction de ce qu'il appelle « socialisme » (et qui est, en fait, du capitalisme d'Etat) par une série de mesures de réformes sociales devant être accomplies au cours d'une étape appelée « démocratie avancée ». Cette étape est le régime qui serait établi par un gouvernement de coalition du PS et du PC si la gauche devait passer au pouvoir en France.

Selon l'idéologie courante du PC, le stade présent du capitalisme est un capitalisme monopoliste d'Etat, où un petit nombre de monopoles privés dominant l'Etat et l'utilisent pour piller le reste de la société, y compris les sections non-monopolistes de la classe capitaliste. Tous les éléments non-monopolistes de la société ont donc, suivant l'analyse du PC, un intérêt commun à s'allier pour former une « union du peuple de France » afin d'enlever l'Etat aux monopoles et de l'utiliser contre eux.

La stratégie actuelle du PCF ignore le fait que le capitalisme est un système économique qui fonctionne suivant des lois économiques précises, lois qui ne peuvent être changées par aucune action gouvernementale, même la plus déterminée. Le capitalisme est fondé sur l'exploitation du travail salarié pour l'extraction de la plus-value et ne peut donc jamais fonctionner dans l'intérêt de la classe salariée. Ce système orienté vers le profit ne peut fonctionner que dans l'intérêt de ceux qui possèdent et gèrent les moyens de production et vivent des profits qui en découlent.

Si une coalition PS-PC arrive jamais à gouverner le capitalisme français, nous prédisons qu'après une période initiale d'euphorie pendant laquelle un certain nombre de réformes sociales seront accordées, les difficultés économiques forceront le nouveau gouvernement de gauche à réimposer l'austérité et nous verrons de nouveau comme dans la période 1944-47, les ministres PC faire le tour du pays demandant aux travailleurs de se serrer la ceinture, de travailler plus dur et de ne pas faire la grève. Ce ne sera pas parce qu'ils sont méchants ni parce qu'ils auront trahi les travailleurs mais simplement parce qu'ils n'auront pas d'autre alternative. Ayant assumé la responsabilité de la gestion du capitalisme, ces ministres auront à le gérer suivant ses lois économiques, lois qui excluent son fonctionnement au bénéfice des salariés.

Ceci ne s'applique pas uniquement à la « démocratie avancée » du PCF, où un secteur privé assez important survivra, mais au capitalisme d'Etat intégral que le PCF a comme but final (et qu'il appelle à tort « socialisme »). Car une France capitaliste d'Etat aurait toujours besoin d'accumuler du capital au moyen des profits produits par le travail salarié et aurait toujours besoin de vendre ses produits sur le marché mondial, et pour arriver à le faire à des prix compétitifs et de façon profitable, il lui faudrait limiter les dépenses pour les réformes sociales et de restreindre les salaires. Et nous pouvons ajouter que la classe travailleuse serait dans une position plus faible pour résister à une telle contrainte du fait qu'elle serait face à un employeur unique, tout-puissant, l'Etat-patron.

Le PCF n'a donc rien à offrir à la classe travailleuse, ni à court terme, ni à long terme.

Le mythe du socialisme en Russie

La Russie d'avant 1917 était un Etat absolutiste gouverné par un souverain héréditaire, le Tsar, et par une bureaucratie dont les hauts fonctionnaires étaient recrutés parmi les rangs d'une aristocratie foncière.

Bien que le servage eût été théoriquement aboli en 1861, le système social russe était toujours fondé sur l'exploitation impitoyable des paysans par l'aristocratie foncière et l'Etat tsariste. La première tentative de renversement du régime tsariste remontait à 1825, mais il fallut attendre la seconde moitié du XIXe siècle pour que le mouvement révolutionnaire anti-tsariste prenne son essor. Les premiers révolutionnaires anti-tsaristes s'étaient inspirés des idéaux de la Révolution française (la Russie tsariste avait de nombreux points communs avec l'Ancien Régime en France) et souhaitaient l'instauration en Russie d'une république démocratique, mais ils étaient divisés au sujet des tactiques à suivre. Deux courants opposés se dessinèrent. L'un était partisan de l'organisation d'une société secrète centralisée faite de révolutionnaires professionnels et qui devait s'emparer du pouvoir et « libérer le peuple ». L'autre voulait plutôt s'appuyer sur une insurrection paysanne de masse.

Les révolutionnaires anti-tsaristes se recrutaient surtout dans une couche sociale distincte à l'intérieur de la société tsariste semi-féodale, appelée intelligentsia. Ce mot est d'origine russe, et désignait à cette époque ceux qui avaient fait des études universitaires – médecins, professeurs, ingénieurs, etc. – et qui étaient employés par l'Etat tsariste à l'échelon national et local.

Vers la fin du XIXe siècle, l'Etat tsariste décida d'introduire le capitalisme en Russie et d'y favoriser son développement. Les révolutionnaires furent à nouveau en désaccord au sujet de l'attitude à prendre devant cette nouvelle évolution. Les uns considéraient toujours les paysans comme base du mouvement de masse nécessaire à une révolution anti-tsariste. Les autres – qui allaient être à l'origine du mouvement social-démocrate en Russie – se tournaient au contraire vers le prolétariat industriel naissant. Les sociaux-démocrates russes, eux aussi, allaient bientôt se diviser sur la manière de s'organiser, avec d'un côté les partisans d'un parti centralisé de révolutionnaires professionnels, et de l'autre les partisans d'un parti plus ouvert et à base plus large.

Le Parti Ouvrier Social-Démocrate de Russie avait été fondé en 1898, mais la scission ne se produisit pas avant 1904, lors d'un congrès tenu à Londres. Certains délégués s'étant retirés à cause d'une autre question, les partisans d'un parti de révolutionnaires professionnels se retrouvèrent majoritaires et furent en conséquence appelés « bolcheviks » (du mot russe signifiant « majorité »). Les minoritaires furent appelés « mencheviks » (ou minorité).

Les principes d'organisation des bolcheviks furent élaborés par leur leader, Lénine, dans *Que Faire ?*, paru en 1902. Il y déclara que les idées socialistes devaient parvenir à la classe travailleuse de l'extérieur, des « intellectuels révolutionnaires socialistes ». D'après Lénine, « livrée à ses seules forces, la classe ouvrière ne peut arriver qu'à la conscience trade-unioniste ». Conformément à cette conception, l'organisation politique menant les travailleurs serait formée « avant tout et principalement des

hommes dont la profession est l'action révolutionnaire ». Et parce que l'on considérait comme incompatible le contrôle démocratique et le besoin d'agir en secret, on en venait à conclure que c'est à partir du centre que le parti devait être administré.

Ces conceptions étaient en complète contradiction avec le principe d'auto-émancipation de la classe travailleuse prôné par Marx, mais restaient dans la tradition d'un courant de pensée révolutionnaire russe. Les bolcheviks et les mencheviks étaient d'accord sur le fait que la future révolution russe dirigée contre le Tsar ne pouvait qu'être une révolution « bourgeoise » (c'est-à-dire semblable à ce qui s'était produit en France en 1789 et après) qui, balayant le régime tsariste semi-féodal, créerait les conditions nécessaires au libre développement du capitalisme en Russie. Toutefois, tandis que la révolution bourgeoise française avait été menée à bien par la bourgeoisie elle-même, tout le monde convenait parmi les sociaux-démocrates russes que la bourgeoisie russe était trop faible et trop dépendante du tsarisme pour mener à bien sa propre révolution, et que cela devrait être réalisé par un autre groupe : le mouvement social-démocrate.

Puisque les sociaux-démocrates, tout comme les autres groupements révolutionnaires russes d'ailleurs, étaient principalement recrutés dans l'intelligentsia, cela revenait à dire que la révolution bourgeoise russe devrait être réalisée par l'aile révolutionnaire de l'intelligentsia. C'était le bolchevisme de Lénine, et sa théorie d'un parti d'avant-garde dirigeant la masse de travailleurs et des paysans dans la lutte contre le tsarisme, qui témoignait le mieux de l'aspiration plus ou moins consciente de l'intelligentsia de se substituer à la bourgeoisie dans la future révolution bourgeoise en Russie.

Le régime tsariste s'écroula de lui-même sous l'impact de la guerre avec l'Allemagne, puissance industrielle moderne à laquelle la Russie, en majeure partie agricole, ne pouvait tenir tête. Le tsar abdiqua en mars 1917, après des troubles graves à Saint-Petersbourg, laissant le pouvoir vacant, jusqu'à ce qu'en novembre les bolcheviks, le groupe le mieux organisé et le plus résolu des divers groupes révolutionnaires russes, s'emparent du pouvoir.

En 1905, durant les événements que Lénine décrivit plus tard comme la « répétition générale » de 1917, les travailleurs des grandes villes de Russie avaient constitué des organisations représentatives de fortune appelées soviets (ce qui en russe signifie tout simplement « conseil »). Après l'abdication du Tsar, les travailleurs reconstituèrent des soviets, et les soldats et les paysans firent de même. Ces soviets étaient en fait les institutions politiques les plus représentatives en Russie en 1917, et les bolcheviks entreprirent de les prendre en main. Avant novembre 1917, grâce à leur campagne acharnée basée sur les mots d'ordre de « Terre, Pain et Paix », ils avaient gagné une majorité de délégués au congrès national des soviets. En apparence, ce fut ce congrès qui décida d'assumer le pouvoir, mais en fait toute l'opération fut téléguidée par le comité central du parti bolchevique. Ce qui advint en novembre 1917 (octobre d'après l'ancien calendrier en usage en Russie jusqu'alors) ne fut pas la prise du pouvoir politique par la classe travailleuse organisée en soviets, mais la prise du pouvoir par un groupe bien résolu de révolutionnaires russes anti-tsaristes qui formaient le parti bolchevique.

Avant la guerre, le parti bolchevique avait soutenu que la future révolution ne pouvait être qu'une révolution bourgeoise, au sens où elle balayerait les obstacles au développement du capitalisme en Russie. Lorsqu'il revint en avril 1917 de son exil en

Suisse, Lénine étonna même de nombreux membres du parti bolchevique en déclarant qu'une révolution socialiste en Russie était désormais à l'ordre du jour. Lénine était persuadé que la guerre serait suivie d'une vague révolutionnaire dans les pays industrialisés d'Europe et que, par anticipation, cela justifierait la tentative des bolcheviks de renverser le capitalisme en Russie.

La nouvelle politique de Lénine réussit, en ce sens qu'après novembre 1917 les bolcheviks eux-mêmes se retrouvèrent maîtres de la Russie, mais introduire le socialisme dans le pays était une tout autre affaire. Lénine avait tout d'abord envisagé l'instauration d'une économie dirigée par l'Etat, sur le modèle de l'économie de guerre de l'Empire allemand, et à maintes reprises en 1918 il déclara que le capitalisme d'Etat était un pas en avant pour la Russie :

« La réalité fait que le capitalisme d'Etat serait pour nous un pas en avant. Si nous pouvions en Russie réaliser sous peu un capitalisme d'Etat, ce serait une victoire » (discours prononcé lors de la séance du comité central du parti bolchevique, le 29 avril 1918). (*Lénine sur l'économie*, éditions 10/18, p. 371.)

Mais la guerre et l'intervention militaire des puissances occidentales forcèrent les bolcheviks à établir ce qu'on a appelé le « communisme de guerre », dans lequel le système monétaire fut remplacé par la réquisition directe des denrées alimentaires chez les paysans et leur redistribution directe aux travailleurs des villes. De nombreux bolcheviks considèrent cela comme une tentative d'instauration du socialisme en Russie, mais la fin de la guerre civile les ramena face aux réalités économiques. En 1921, on adopta une Nouvelle Politique Economique (NEP), décrite dans une décision du parti bolchevique adoptée le 5 juillet 1921 comme étant le développement du capitalisme sous le contrôle et la régulation de « l'Etat prolétarien ». Lénine recommença à affirmer que le capitalisme d'Etat était le seul pas en avant possible pour la Russie.

Le socialisme n'aurait pu être établi en Russie en 1917 que parallèlement à l'établissement plus ou moins simultané du socialisme dans l'ensemble des pays industrialisés d'Europe et d'Amérique du Nord, mais cela s'avéra impossible à cause de l'absence de compréhension et d'aspiration socialistes chez les travailleurs de ces pays. L'établissement du socialisme uniquement dans la Russie de 1917, arriérée et isolée, était tout à fait hors de question. A cette époque, la Russie était un pays dominé par l'agriculture – quatre personnes sur cinq travaillaient la terre – avec seulement de petites concentrations industrielles. Selon le schéma marxien du développement social, la Russie, isolée, n'était mûre que pour le capitalisme, non pour le socialisme. En adoptant en 1921 la NEP de développement du capitalisme dirigé par l'Etat, Lénine et les bolcheviks adoptaient la seule voie qui leur fût ouverte.

Lénine était déjà un homme désabusé, comme on peut le voir dans ses derniers articles écrits en 1922 et 1923. La révolution socialiste sur laquelle il comptait dans les pays occidentaux ne s'était pas matérialisée, laissant les bolcheviks isolés à la tête de cette Russie arriérée, sans autre alternative que d'y développer le capitalisme. Ce n'était pas ainsi que Lénine avait envisagé le cours des événements en avril 1917, mais s'il s'était référé à la perspective bolchevique initiale d'avant la guerre, il aurait dû être assez satisfait. La révolution anti-tsariste avait été menée à bien selon les lignes envisagées, avec un « parti d'avant-garde » menant les travailleurs et les paysans. L'ordre social

tsariste avait été détruit par l'une des révolutions sociales les plus profondes de tous les temps : l'aristocratie avait été entièrement dépossédée, et ses terres redistribuées aux paysans ; l'influence de l'Eglise orthodoxe, obscurantiste, avait été presque éliminée ; le Tsar et sa famille avaient même été exécutés. La voie était libre pour le développement sans entraves du capitalisme en Russie.

Le capitalisme d'Etat finit par être établi en Russie, encore que sous une forme différente de celle que Lénine envisageait. La NEP donna naissance à l'embryon d'une nouvelle classe de capitalistes privés composée de petits hommes d'affaires, de commerçants et de riches paysans. En 1928, le gouvernement bolchevique, alors rigoureusement soumis à la domination dictatoriale de Staline, sorti vainqueur de la lutte pour le pouvoir qui avait suivi la mort de Lénine en 1924, décida d'éliminer cette menace potentielle. On adopta un programme d'industrialisation rapide, et on décréta la collectivisation forcée de l'agriculture. Mais si la première mesure fut une relative réussite – la Russie construisit dans les années '30 une base industrielle solide qui lui permit d'émerger après la seconde guerre mondiale en tant que puissance impérialiste de premier rang – la seconde fut un échec. L'agriculture fut effectivement collectivisée, mais des millions de paysans moururent en cours de processus, et la production agricole baissa terriblement, à tel point que la Russie connaît aujourd'hui encore un problème agricole aigu.

L'une des craintes exprimées dans les derniers articles de Lénine était que le parti bolchevique ne se muât en bureaucratie privilégiée. Cette crainte allait se trouver pleinement justifiée, bien que Lénine ne se fût rendu compte que cette évolution était facilitée par l'existence du « parti d'avant-garde » qu'il avait travaillé si durement à mettre sur pied.

Après 1917, la Russie fut dirigée par un parti politique unique, le parti bolchevique, toujours organisé selon les mêmes lignes – centralisme, discipline rigide – que lorsqu'il n'était encore qu'une organisation clandestine au temps du régime tsariste. Cette forme d'organisation concentrait tout le pouvoir entre les mains de sa direction, le comité central et son « politbureau », qui après 1917 devint le gouvernement effectif de la Russie. Dès avant 1921, non seulement les partis anti-tsaristes non-bolcheviques avaient été finalement supprimés, mais les groupements d'opposition à l'intérieur même du parti bolchevique avaient été écartés. Donc, même sous Lénine, le parti bolchevique était devenu l'unique et monolithique organisation politique en Russie, instrument puissant aux mains de celui qui était à sa tête – et qui, vers 1926, était tombé aux mains de Staline et de la bureaucratie montante qu'il représentait.

Au début, les dirigeants bolcheviques n'avaient joui que de très peu d'avantages matériels, en dehors des facilités de logement. Leurs revenus étaient en fait limités à une certaine somme appelée « maximum de Parti ». Sous Staline, cela commença à changer avec l'abolition de ce maximum en 1932 et finit par la mise en place de toute une gamme d'avantages en argent et en nature (magasins et restaurants spéciaux, hôpitaux et maisons de repos gratuits, prix, cadeaux, etc.) dignes d'une classe privilégiée en devenir. Par contre, les travailleurs, pour qui la révolution était censée avoir été faite, en étaient réduits à l'état de serfs industriels, totalement désarmés face à la bureaucratie privilégiée qui était à la fois leur employeur et leur maître politique.

Les syndicats devinrent des organismes d'Etat, les grèves furent interdites ; le système tsariste des passeports internes fut maintenu ; l'absentéisme fut puni par l'envoi en camp de travail ; toute organisation politique, tout syndicat fut supprimé impitoyablement, souvent par la torture et les exécutions, toujours par les travaux forcés dans un goulag (ce qui revenait à peu près au même). Ces conditions se sont améliorées depuis l'époque de Staline, mais les salariés russes n'ont toujours pas de droits politiques, et n'ont pas le droit de constituer des syndicats autonomes.

Sous Staline, le parti bolchevique, de parti gouvernemental simple, encore que dictatorial, se transforma en nouvelle classe dirigeante exploitant la classe travailleuse et jouissant de privilèges matériels précis. Puisque la plus grande partie de l'industrie russe est aux mains de l'Etat, et puisque l'Etat est exclusivement dirigé par le parti, cela signifie que ceux qui occupent les postes les plus élevés dans le parti russe forment une sorte de corporation qui monopolise collectivement les moyens de production et qui répartit les produits de l'exploitation des travailleurs et des paysans en Russie en « salaires » démesurés, en prix, en cadeaux, en primes et en divers avantages en nature.

Cette propriété collective des moyens de production par la classe dirigeante est la base de la forme de capitalisme d'Etat qui existe en Russie. L'appartenance à cette classe possédante est maintenant plus ou moins formalisée, elle correspond à l'appartenance à la « nomenclature », c'est-à-dire à la liste des hauts postes gouvernementaux, militaires et industriels, postes que le parti seul à la prérogative d'attribuer.

Malgré ce que proclama Staline en 1936 et malgré ce qu'ont soutenu depuis tous les partis dits communistes de tous les pays du monde, il est absolument clair que le socialisme n'existe pas en Russie. Il suffit d'examiner les rapports de production en Russie pour voir qu'il s'agit du capitalisme. Tous les traits du capitalisme n'ont jamais cessé d'y exister : la production marchande pour le profit, le salariat, l'accumulation du capital, l'inégalité sociale et les privilèges, un Etat tout-puissant et coercitif, ainsi que la monopolisation des moyens de production par une classe minoritaire.

Le socialisme n'existe pas en Russie et n'y a jamais existé. Ce qui existe en Russie, c'est le capitalisme d'Etat, non le socialisme.

Les pays sous-développés

On peut se demander si le manque de développement industriel et social dans certaines parties du monde pourrait retarder l'établissement du socialisme. C'est ce qu'on appelle parfois le problème des pays "arriérés", mais c'est plus exactement le problème du développement inégal. La réponse est tout simplement non. Il n'est pas nécessaire que le monde entier soit industrialisé ni que toute la population du monde soit transformée en salariés non-propriétaires avant ce que le socialisme puisse être établi.

Débarrassons-nous tout d'abord d'une vision erronée des choses. Les pays sous-développés ne sont pas arriérés parce que les gens qui y vivent sont nés inférieurs à ceux qui vivent dans les pays industrialisés. Le racisme n'a pas de base scientifique. Tous les êtres humains font partie de la même espèce animale, *homo sapiens*, et tous sont capables d'assimiler la culture moderne en un laps de temps relativement court. Des différences culturelles comme il en existe de nos jours entre les peuples du monde

ne sont pas le résultat d'une différence de nature, mais d'une différence d'environnement éducatif. Les peuples d'Europe se trouvèrent être les premiers à mener à bien la révolution industrielle mais, comme le développement ultérieur l'a montré, les peuples des autres continents, quand l'occasion se présenta, furent capables, eux aussi, d'acquérir des compétences industrielles modernes. En Asie, en Afrique et en Amérique latine, des centres d'industrie avancés se développent, dans lesquels la main-d'oeuvre, du haut en bas de l'échelle, est uniquement locale. Il s'ensuit, si tant est qu'on ait pu en douter, que tous les êtres humains sont capables de comprendre le socialisme et de le mettre en pratique.

La base matérielle du socialisme est l'organisation industrielle à l'échelon mondial établi par le capitalisme. La masse des richesses produites dans le monde aujourd'hui est produite par le travail coopératif des millions de personnes employées à faire fonctionner cette organisation. Le capitalisme a donné naissance à la classe travailleuse, dont l'intérêt économique est d'établir le socialisme, c'est pourquoi la force du mouvement socialiste viendra des travailleurs salariés des parties du monde soumises à un capitalisme avancé.

Toutefois, le développement industriel n'est en aucune façon également réparti dans le monde. En Europe, en Amérique du Nord, en Australie, au Japon, en Russie, la grande majorité de la population vit et travaille dans des conditions capitalistes de production pour le profit et de salariat, tandis que, dans certaines parties du monde, l'industrie capitaliste n'est qu'une oasis au milieu d'un désert d'agriculture arriérée. Entre ceux deux pôles se situent des pays à différents stades de développement industriel. Pour l'instant, tous les êtres humains ne sont pas des salariés non-propriétaires, la plupart des autres étant des paysans encore exploités par des propriétaires fonciers et des usuriers.

Dire qu'une grande partie des gens ne sont pas soumis à des conditions de vie capitalistes ne veut pas dire que leurs vies ne sont pas affectées par ce système. Les fluctuations des prix sur le marché mondial ont une influence directe sur leur niveau de vie, et ils ne peuvent échapper aux conséquences des guerres entre puissances capitalistes. En considération de ce fait, et du fait que la masse des richesses mondiales est produite dans les pays capitalistes, nous pouvons dire que le capitalisme est le système social prédominant dans le monde aujourd'hui.

Nous n'acceptons pas la suggestion qu'il faut attendre que la production capitaliste existe partout avant que le socialisme puisse être établi. Le socialisme est possible maintenant et il l'est depuis de nombreuses années, depuis que sa base industrielle existe. Dès que les travailleurs du monde le voudront, ils pourront instaurer la possession commune des moyens de production et de distribution, et amener une production planifiée pour satisfaire les besoins humains.

Le capitalisme à l'échelle mondiale est dépassé depuis longtemps, de telle sorte que son introduction dans les pays non-développés industriellement n'est plus un stade nécessaire au progrès économique. Le socialisme, qui implique l'émancipation de toute l'humanité, peut résoudre aussi bien les problèmes des habitants de ces pays que ceux des travailleurs des pays capitalistes de longue date. Quand le socialisme aura été établi, il n'y aura pas de raison que ces pays ne soient développés dans des conditions radicalement différentes de celles imposées par le capitalisme.

Quels qu'en soient les résultats à long terme, l'impact immédiat du capitalisme sur les sociétés pre-industrielles a été partout désastreux. Cela commença avec la traite des esclaves au tout début du capitalisme, et maintenant cette partie du monde est presque au bord de la famine. Le capitalisme a désagrégé ces sociétés pour faire travailler des ouvriers dans les plantations, au fond des mines et dans les usines qu'il installe. Tout cela a causé de terribles souffrances humaines.

Nous nous refusons à admettre que les gens doivent encore souffrir au nom d'un avenir meilleur. Grâce à la possession commune et à l'orientation de la production vers la satisfaction des besoins humains, le développement industriel pourrait s'effectuer sans les inconvénients qui l'ont toujours accompagné sous le régime capitaliste. Grâce aux connaissances déjà acquises par les médecins, les diététiciens, les sociologues et autres, la transition aux techniques industrielles de production pourrait, dans un monde socialiste, se faire sans ajouter à la misère humaine. Les personnes concernées ne seraient pas des victimes forcées à se transformer en salariés, mais seraient aidées par les gens d'autres parties du monde à devenir membres à part entière de la communauté socialiste, capables de profiter de l'éducation et de l'abondance, capables d'apporter leur propre contribution à la société. S'il arrivait que certains groupes ou personnes ne désirent pas changer de façon de vivre, personne ne les y obligerait, mais il est probable que de tels cas seraient très rares, puisque le capitalisme a déjà désagrégé la plupart des sociétés pré-industrielles et a fait désirer aux gens une vie plus satisfaisante. Développer les régions arriérées du monde sera l'un des problèmes de la société future, mais, comme dans d'autres cas, le socialisme fournira un cadre dans lequel ce problème pourra être résolu rationnellement et humainement.

Etant donné que le capitalisme n'a plus rien de positif à apporter au développement des moyens de production, de distribution et de communication, nous n'appuyons pas les mouvements dits "de libération nationale" et "anti-impérialistes" qui visent à gagner le pouvoir politique dans les pays sous-développés, et, par une impitoyable politique de capitalisme d'Etat (appelé à tort socialisme), à moderniser et à industrialiser les zones qu'ils gouvernent. Beaucoup de ces mouvements, ainsi que les régimes qu'ils installent, s'inspirent du modèle bolchevique. Les bolcheviks, comme nous l'avons vu, étaient une minorité résolue, qui prit le pouvoir en Russie en 1917, et qui, par une politique dictatoriale, construisit une économie capitaliste moderne, s'imposant elle-même comme nouvelle classe privilégiée et exploitante. Du point de vue de ceux qui sont gouvernés, l'accession d'une telle classe au pouvoir ne représente qu'un changement de maîtres, avec la perspective du passer de l'état des paysans exploités à celui des salariés exploités. Là encore, cela n'a rien à voir avec le socialisme, et n'est pas du tout nécessaire, puisque le socialisme à l'échelle mondiale est possible depuis longtemps.

Dans la plupart des pays sous-développés, la démocratie politique n'existe pas encore. Leurs gouvernements, qu'ils représentent les propriétaires fonciers ou la classe capitaliste montante, étouffent toutes les critiques et menacent les partis d'opposition et même les syndicats qui cherchent à s'organiser en les accusant de subversion politique. Dans de telles circonstances, l'activité socialiste est très difficile, et les travailleurs (qui d'ailleurs ne représentent qu'une minorité de la population) devraient non seulement s'organiser en parti socialiste, mais aussi lutter pour obtenir la liberté de s'organiser en syndicats ainsi que les droits politiques élémentaires. Comme dans les pays capitalistes avancés, il faudrait pourtant continuer à s'opposer à toutes les autres partis, afin de rester parfaitement fidèles aux objectifs socialistes.

On pose parfois des questions aux socialistes sur un autre aspect du développement inégal. Il pourrait arriver, en effet, que le mouvement socialiste soit plus développé dans un pays que dans un autre, et qu'il soit en mesure de gagner le pouvoir politique ici mais pas encore ailleurs.

Laissons de côté pour le moment la question de savoir si, oui ou non, une telle situation est réellement une éventualité ; nous pouvons dire que cela ne poserait aucun problème si l'on considère le caractère universel du mouvement socialiste. Les gouvernements capitalistes étant organisés sur une base territoriale, chaque parti socialiste a pour tâche de chercher à gagner démocratiquement le pouvoir politique dans le pays où il opère. Cette manière de s'organiser est pratique, voilà tout, mais il n'y a, en réalité, qu'un seul mouvement socialiste, dont les partis socialistes dans les différents pays sont les parties constituantes. Quand le mouvement socialiste s'amplifiera, ses actions seront coordonnées grâce à son organisation mondiale. Dans une situation où les socialistes d'un certain pays seraient en mesure de gagner le pouvoir politique, ce serait au mouvement socialiste dans son ensemble de décider comment agir en fonction de l'état des choses à ce moment-là.

Il reste à savoir s'il y aura en fait des différences importantes dans le développement des diverses sections du mouvement socialiste mondial. A présent, dans tous les pays capitalistes avancés, la grande majorité des gens partagent déjà les mêmes idées fondamentales sur la façon dont la société peut et doit être organisée. Ils trouvent normal que les biens soient produits et vendus en vue de réaliser un profit ; que les uns soient obligés de travailler comme salariés, tandis que d'autres doivent être employeurs ; qu'il doive y avoir des armées et des frontières ; et ils pensent qu'on ne peut se passer d'argent, se passer d'acheter et de vendre. Ces idées sont répandues dans le monde entier, et c'est cela qui explique la stabilité actuelle du capitalisme.

C'est Engels qui fit remarquer qu'il y a une période révolutionnaire quand les gens commencent à se rendre compte que ce qu'ils avaient cru impossible peut en fait être réalisé. Quand les gens réaliseront qu'il est possible d'avoir un monde sans frontières, sans salaires et sans profit, sans employeurs et sans armées, la révolution socialiste ne sera plus très loin. Les travailleurs du monde entier vivent dans des conditions fondamentalement semblables et sont reliés par un réseau moderne de communication, ce qui fait que lorsqu'ils commenceront à voir le capitalisme sous son vrai jour, cela se produira partout. En effet, il n'y a pas de raison que cela se passe dans un pays et pas dans un autre. L'idée socialiste a un caractère tel qu'elle ne peut se répandre de façon inégale.

Il est donc vraisemblable que les partis socialistes seront en mesure de gagner le pouvoir politique dans les pays industriellement avancés à peu près simultanément. Il est concevable que dans certains pays moins développés, où la classe travailleuse n'est pas nombreuse, la minorité privilégiée sera capable de se maintenir en place un peu plus longtemps. Mais dès que les travailleurs auront vaincu dans les pays avancés, ils fourniront toute l'aide nécessaire aux socialistes dans le reste du monde.

En résumé, on peut dire que les pays sous-développés présenteront au socialisme un certain problème, mais ne constitueront pas une barrière à l'établissement immédiat du socialisme mondial. Quant au nationalisme et à l'indépendance coloniale, ce sont des

affaires qui n'ont rien à voir avec les travailleurs. Partout, dans tous les pays, avancés ou moins avancés, les travailleurs salariés devraient mener la lutte pour le socialisme, qui seul résoudra leurs problèmes.

La guerre

Autrefois, il était possible à beaucoup de gens de considérer la guerre comme quelque chose d'accidentel, comme l'interruption des échanges naturels et pacifiques et des relations culturelles entre pays. Si la guerre éclatait, c'était, disait-on, à cause des sottises ou des mauvais calculs des diplomates, ou bien à cause de l'arrogance et de la susceptibilité des hommes d'Etat qui réagissaient trop vivement à des incidents tels que l'assassinat de l'Archiduc d'Autriche François-Ferdinand à Sarajevo, en juin 1914. Vu sous cet angle, il apparaissait souvent que la guerre aurait pu être évitée, et on a écrit beaucoup de livres, après les guerres du passé, pour démontrer que si tel ou tel ministre des Affaires étrangères avait adopté une ligne de conduite différente, ou si le détenteur de cette fonction avait été plus pondéré, la guerre n'aurait pas éclaté. Cette façon de voir les choses est beaucoup moins répandue de nos jours. Elle a été en grande partie détruite par les événements qui ont mené à deux guerres mondiales, et par les « guerres froides » depuis la fin de la seconde guerre mondiale. L'attentat de Sarajevo n'était qu'un incident saisi au vol par des groupes de la classe dirigeante pour servir leurs ambitions. Cet événement eut lieu après des années de course aux armements entre l'Allemagne et ses alliés d'une part, l'Angleterre et ses alliés d'autre part, le capitalisme allemand, expansionniste, tendant à rivaliser avec la Russie, ainsi qu'avec les puissances coloniales plus anciennes qui dominaient la planète.

Cela devint plus net encore quand la seconde guerre mondiale éclata. Il est évident que la déclaration de guerre en 1939 n'était pas un événement inattendu, puisque, comme chacun en avait conscience à l'époque, les puissances européennes s'étaient activement préparées à cette éventualité après la montée du nazisme en Allemagne et la reprise de ce pays en tant que puissance militaire importante. Un an au moins avant le début de la guerre, les populations européennes étaient opprimées par la crainte qu'elle ne tarderait pas.

Depuis 1945, nous avons assisté à des années de « guerre froide » entre l'URSS et les Etats-Unis et leurs alliés respectifs, et, plus récemment à la guerre froide entre l'URSS et la Chine, avec des blocs rivaux engagés dans la construction d'armements et autres préparatifs militaires, ouvertement destinés à une guerre probable avec un rival nommé. De nos jours, la guerre est la préoccupation quotidienne des gouvernements.

Les guerres du monde moderne ne sont dues ni aux erreurs personnelles et évitables des ministres, ni à une recherche gratuite de la guerre pour elle-même. L'affrontement militaire représente l'extension et la conséquence d'un affrontement sous-jacent dans lequel tous les Etats sont engagés, et qui est présent de façon permanente dans les échanges commerciaux ainsi que dans certains autres domaines. Les guerres reflètent le fait que les gouvernements sont prêts à utiliser la force armée pour protéger ou pour saisir des possessions importantes par les armes, quand d'autres moyens ont échoué. Le but de la guerre est d'acquérir ou de maintenir la domination sur des territoires qui possèdent de riches gisements miniers, sur des routes commerciales et stratégiques, ou sur des zones où l'on peut écouler des marchandises ou investir des capitaux.

Voilà les objectifs de la guerre moderne. La méthode est d'anéantir ou de disperser les forces armées de l'Etat ennemi ; de détruire ses munitions et ses moyens d'approvisionnement ; d'affamer, de terrifier et de miner sa population civile par le blocus et les bombardements, et de répandre la panique et le défaitisme grâce à la propagande.

Les méthodes guerrières ont évolué dans le passé, et évoluent rapidement de nos jours, en raison des progrès de l'industrie, des moyens de communication, et de la connaissance scientifique. Le matériel de guerre est devenu plus complexe, plus onéreux, et ne peut être produit et utilisé que dans la mesure où il est soutenu par une industrie développée à grande échelle et par des ressources chimiques et scientifiques. Grâce au développement des missiles balistiques intercontinentaux et des bombardiers à longue portée, les populations civiles sont maintenant en première ligne, et il est de plus en plus important pour les puissances en conflit de neutraliser le potentiel militaire en attaquant les travailleurs civils et les usines d'armement. A mesure que les guerres deviennent infiniment plus destructrices, la destruction atteint de plus en plus la population civile ; et à mesure que les préparatifs de guerre deviennent plus onéreux, le travail qui permet d'améliorer les moyens d'attaquer les villes ennemies passe avant l'organisation de la défense civile.

Ces changements dans la technique militaire ont pour résultat de rendre absurde l'idée que les forces armées protègent la population civile. Pendant la seconde guerre mondiale, presque tous les pays ont subi de lourdes pertes civiles et d'importants dégâts dans les usines et les maisons d'habitation. Les Etats-Unis furent l'exception, car ils étaient protégés par leur éloignement, mais cette immunité ne résistera pas à une autre guerre. L'importante extension de la gamme des missiles téléguidés et des bombardiers a amené toute la surface de la terre à se trouver dans la zone dangereuse. Il ne fait aucun doute que lors d'une prochaine guerre mondiale, les zones de population seraient exposées à une destruction importante et peut-être irréparable. Vu ce qu'on sait maintenant, aucun gouvernement ne peut garantir l'immunité des civils en cas de guerre. Dans le monde des armes nucléaires à longue portée, parler de défense civile ne peut être qu'un faux-semblant, et chercher à l'organiser une comédie. De nos jours, la population civile souffre déjà de ce qui n'est encore que des préparatifs de guerre. L'expérimentation des armes nucléaires, qui n'a pas cessé depuis la dernière guerre, pollue l'atmosphère de substances radioactives. Le plein développement des effets nocifs de telles retombées radioactives sur les générations présentes et futures n'est toujours pas connu.

La population civile est également engagée dans les préparatifs militaires d'autres façons, car le consentement des civils à s'engager pour combattre et soutenir la politique de guerre permet à un gouvernement de se sentir en position de force dans ses confrontations avec d'autres Etats. C'est pourquoi les gouvernements ne peuvent se permettre de laisser les idées pacifistes et antimilitaristes se répandre parmi leurs citoyens. Il est nécessaire d'insuffler à la population le patriotisme et la volonté de mourir, si besoin était, pour « leur patrie ». Ce processus commence tôt dans la vie, dès l'école. C'est là qu'on enseigne aux enfants l'aveugle loyauté envers l'Etat sous les lois duquel le hasard les a fait naître. Ils apprennent les paroles de son hymne national, et apprennent aussi à idolâtrer le chef d'Etat et le drapeau. On leur enseigne l'histoire de batailles et de guerres passées dans lesquelles leur pays a été impliqué, à seule fin de

leur montrer que le fait d'être prêt à la guerre est une condition de survie nationale. C'est une étude de l'histoire qui glorifie les exploits militaires et enseigne le patriotisme. On encourage les enfants à faire partie d'organisations où ils portent un uniforme, pour les préparer au service militaire. Quant aux adultes, ils sont eux aussi soumis à des pressions continues et inconscientes, qui enseignent le patriotisme et glorifient l'armée. On doit apprendre à la population à se tenir prête à servir de chair à canon. Et cette expression antimilitariste traditionnelle est même un peu dépassée, puisque dans la guerre moderne les gens souffrent, qu'ils soient en uniforme ou non.

Une chose est claire : une guerre mondiale future peut être dix ou cent fois plus destructrice que les guerres du passé. Tous ceux qui envisagent de faire la guerre et tous ceux qui envisagent de soutenir les préparatifs de guerre doivent garder présent à l'esprit le sort qu'ils préparent aux autres êtres humains – et à eux-mêmes.

Quelque forme que prenne la propagande militaire, la cause fondamentale du conflit menant à la guerre est la façon dont la société est organisée. Aujourd'hui, l'origine de la guerre est la concurrence inhérente au capitalisme. Ceux qui sanctionnent le capitalisme soutiennent donc un système social qui engendre la guerre.

Le socialisme

Le socialisme est le seul système de société au sein duquel les problèmes sociaux d'aujourd'hui peuvent être résolus. Mais quelle forme prendra ce système ? Le socialisme est un système dans lequel les moyens de production et de distribution des richesses seront possédés par la société tout entière. Par contre, sous le régime capitaliste, la terre, les usines, les bureaux, les mines, les chemins de fer et autres instruments de production sont monopolisés par une seule partie de la société qui constitue par conséquent une classe privilégiée. Le socialisme mettra fin à cette situation car ce sera une société sans classes dans laquelle l'exploitation et l'oppression seront abolies puisque les moyens d'existence seront possédés par l'ensemble de la société. Tous les êtres humains seront socialement égaux et libres, libres de diriger les affaires sociales d'une façon démocratique.

Il n'est pas possible de prévoir en détail la vie quotidienne au sein de la société socialiste. Quelques écrivains ont essayé de la dépeindre, mais le degré de leur réussite est discutable. Il serait en effet prématuré de dresser un plan détaillé du socialisme, puisque ses formes exactes dépendront des conditions technologiques qui existeront et des préférences de ceux qui l'établiront et y vivront. Néanmoins, il est possible de définir en termes généraux les caractéristiques essentielles du socialisme.

Le socialisme ne peut être que démocratique. Autrefois, il était également connu sous le nom de « social-démocratie », expression qui montre clairement que l'organisation démocratique s'appliquerait à tous les aspects des affaires sociales, y compris la production et la distribution des richesses. Il existe un vieux slogan socialiste qui dit que le « gouvernement des personnes » fera place à « l'administration des choses ». Autrement dit, le pouvoir public de coercition et le gouvernement qui le dirige n'auront pas de place dans le socialisme.

L'Etat, organisation composée de soldats, de la police, de juges et de gardiens de prison, chargés de faire observer les lois, n'a de raison d'être que dans une société de classes, car dans une telle société il n'y a pas d'intérêt commun, seulement des intérêts – et des conflits – de classe. Le but de tout gouvernement est de maintenir l'ordre dans l'intérêt de la classe dominante. L'Etat est en fait un instrument d'oppression de classe. Dans la société socialiste, il n'y aura ni classes ni conflits de classes. Fondamentalement, chacun aura le même intérêt social. Il y aura une harmonie sociale authentique et une solidarité d'intérêts. Dans de telles conditions, il n'y aura aucun besoin de machine coercitive pour « gouverner », ou régner sur la population. L'expression « gouvernement socialiste » est une contradiction dans les termes. Là où le socialisme existe, il n'y a pas de gouvernement. Et là où il y a un gouvernement, le socialisme n'existe pas.

Ceux qui croient à tort que gouvernement et organisation ne sont qu'une seule et même chose auront du mal à imaginer une société sans gouvernement. Une société sans organisation serait impossible puisque le sens du terme « société » implique que les êtres humains s'organisent de façon à pourvoir à leurs besoins. Par contre, une société sans gouvernement est à la fois possible et souhaitable. Avec le socialisme, fondé sur la possession commune des moyens de production et de distribution, l'organisation démocratique s'étendra justement à tous les aspects de la vie sociale. Il devra y avoir une certaine centralisation administrative mais ce centre ne sera pas plus qu'un bureau chargé de coordonner les affaires sociales.

Mais ceux qui rempliront cette fonction ne formeront-ils pas une nouvelle classe dirigeante ? Toute organisation démocratique demande en effet que l'on délègue certaines fonctions à des groupes et à des individus. Dans le socialisme, ceux-ci seront chargés par la communauté d'organiser certaines activités sociales nécessaires. Choisis par la communauté, ils seront également tenus de lui rendre des comptes. Ces délégués ne seront pas pour autant en mesure de dominer. On ne les considérera pas comme des personnes supérieures, mais comme des égaux qui font, comme tout le monde, un travail essentiel. Ils n'auront sous leurs ordres ni armée ni police pour faire exécuter leurs volontés. La corruption aura perdu sa raison d'être puisque tout le monde, ces délégués compris, pourra se servir dans le stock de richesses réservées à la consommation individuelle. Les conditions matérielles pour la formation d'une nouvelle classe dirigeante n'existeront donc pas.

Le but de la production socialiste sera tout simplement de satisfaire les besoins humains. Une production destinée uniquement à répondre à ces besoins remplacera la production marchande visant au profit. La production et la distribution de richesses suffisantes à satisfaire les besoins de la communauté socialiste, au niveau individuel et collectif, relèveront de l'organisation. Bien sûr, ce ne sera pas un problème facile à résoudre, mais les moyens de le résoudre ont été déjà créés par le capitalisme. Grâce au capitalisme, la technologie et la productivité ont atteint un niveau qui permettrait de produire l'abondance pour tous. Une société d'abondance est technologiquement possible depuis longtemps et c'est ce qui constitue la base matérielle qui permettrait d'établir le socialisme. Le capitalisme, étant une société de classes dans laquelle la production vise à faire du profit et non à satisfaire les besoins humains, ne peut tirer pleinement parti du système mondial de production qu'il a édifié dans le courant des deux cents dernières années. Le socialisme qui aura changé le but de la production pourra, lui, tirer pleinement parti de ces méthodes avancées de

production. Les hommes et les femmes produiront alors des richesses uniquement pour satisfaire leurs besoins et non pour enrichir quelques privilégiés.

Grâce à l'utilisation de techniques de prévision des demandes sociales, techniques à présent prostituées au service du capital, la société socialiste pourra calculer quelle quantité et quelles sortes de produits et de services seront nécessaires pendant une période donnée. Le capitalisme a développé, grâce à l'ordinateur et l'analyse *input-output*, des techniques que la société socialiste pourra utiliser pour planifier démocratiquement la production.

Une fois les richesses produites, mis à part ce qui serait nécessaire au renouvellement et au développement des moyens de production, tout le monde pourra prendre gratuitement et selon son choix individuel ce qui lui sera nécessaire pour vivre et pour mener une vie pleine. C'est ce que l'on veut dire par « le libre accès » Il n'y aura ni vente ni achat et, par conséquent, aucun besoin d'argent. Ce dont les communautés et les individus peuvent avoir besoin ne varie guère, sauf sur une période longue ; ainsi, on pourra facilement faire en sorte que les centres de distribution soient toujours bien pourvus de ce que les gens veulent. S'il devait y avoir des pénuries, elles ne seraient pas de longue durée. De plus, on s'assurera qu'il y a des réserves comme garantie contre des désastres naturels imprévus.

« De chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins » est un principe socialiste qui remonte à loin et qui dit bien ce qu'il veut dire : hommes et femmes participeront de leur mieux et sans contrainte à la production sociale et prendront librement et gratuitement ce dont ils auront besoin dans l'abondance qu'ils auront produite ensemble.

Quand ils sont confrontés pour la première fois à l'idée de distribution libre basée sur les besoins, beaucoup de gens sont sceptiques : « Et les paresseux ? », « Et les égoïstes ? », « Qui fera le travail rebutant ? », « Qu'est-ce qui poussera les gens à travailler ? ». Ces objections, les socialistes ne les connaissent que trop bien ! Mais il n'est pas tellement surprenant que des gens qui n'ont jamais réfléchi à la question trouvent l'idée du socialisme tout à fait extravagante et réagissent ainsi. Il faut dire pourtant que toutes ces objections reposent sur la conception populaire, et soigneusement cultivée, de ce qu'est la nature humaine. Cette conception est pur préjugé et toutes les sciences biologiques et sociales, toutes les études anthropologiques montrent bien que la soi-disant « nature humaine » ne serait pas un obstacle à l'établissement du socialisme.

Pour l'être humain, le travail, ou dépense d'énergie, est un impératif biologique et social. Il doit travailler pour brûler l'énergie produite par l'alimentation et il doit aussi travailler pour se procurer nourriture, vêtements et habitation, essentiels à l'existence. Donc dans toute société, qu'elle soit féodale, capitaliste ou socialiste, hommes et femmes doivent travailler. La question est de décider comment ce travail devrait être organisé. Il faut certainement reprocher au capitalisme de réduire le travail, cette activité humaine si fondamentale, à la fastidieuse routine que connaissent la plupart des gens alors qu'il pourrait et devrait leur procurer tant de satisfactions. Il en serait du moins ainsi dans une société socialiste.

L'idée que le travail pourrait être agréable fait souvent rire. Mais tout ce que montre cette réaction, c'est à quel point le capitalisme a dégradé la vie humaine. Dans le

capitalisme, une si grande partie du travail se fait au service d'un employeur que la plupart des gens associent, sans y penser, travail et emploi. Le travail que l'on fait pour un employeur est toujours avilissant, souvent ennuyeux, désagréable et quelquefois malsain et dangereux. Mais dans la société capitaliste, tout le travail tel que défini plus haut, n'est pas effectué dans le cadre de l'emploi. Hommes et femmes travaillent quand ils nettoient leur voiture, font du jardinage, ou s'adonnent à leur passe-temps . . . et ils y trouvent du plaisir en même temps. L'association fallacieuse travail/emploi est si étroite que beaucoup ne considéreraient pas ces activités comme du travail. Ce qui est agréable, pensent-ils, ne peut pas, par définition, être du travail !

Il n'y a aucune raison pour ce que l'activité de produire et de distribuer les choses utiles ne soit aussi agréable que les activités que nous poursuivons lors de nos loisirs. On peut améliorer énormément les conditions dans lesquelles le travail s'effectue. Il en est de même pour les relations entre les gens au travail. Dans la société socialiste, les hommes et les femmes, en tant que membres libres et égaux d'une communauté, n'auront pas à vendre leur énergie mentale et physique à un employeur en échange d'un salaire. Ce système du salariat avilissant sera aboli, de sorte que l'emploi n'existera plus. Au lieu de cela, le travail sera effectué par des hommes et des femmes libres qui coopéreront et détermineront leurs conditions de travail, tout en trouvant du plaisir à créer des objets utiles et à effectuer des travaux socialement nécessaires.

On n'aura pas besoin non plus, comme c'est le cas à présent (parce que cela ne coûte pas cher et que c'est donc profitable pour les employeurs capitalistes) de continuer à utiliser des opérations industrielles nocives ou dangereuses pour ceux qui y prennent part. De toute manière, puisqu'on aura pour principe directeur les besoins et les satisfactions des individus, personne ne sera attaché à un seul métier pour toute la vie. Les hommes et les femmes connaîtront enfin le plaisir de découvrir et d'exercer leurs divers talents sans aucune restriction.

Disons, pour terminer, que le socialisme ne peut être que mondial parce que le système de production édifié par le capitalisme et qui sera repris par le socialisme est déjà international. Il n'y aura pas de frontières et les gens pourront voyager librement n'importe où dans le monde. Le socialisme mettra fin à toute oppression nationale – et d'ailleurs aux nations elles-mêmes, dans leur sens politique actuel – et à toute discrimination d'ordre racial ou sexuel. Tous les habitants du monde, où qu'ils vivent, quelle que soit la couleur de leur peau, quelle que soit la langue qu'ils parlent, seront réellement membres d'une seule grande famille humaine. Le socialisme permettra enfin la réalisation de ce rêve de toujours d'une Communauté Humaine.

Les principes du socialisme

Objectif

L'établissement d'un système de société où la communauté tout entière possèdera et administrera démocratiquement, dans son propre intérêt, les moyens et instruments de production et de distribution des richesses.

Déclaration de principes

1. La société, telle qu'elle est à présent constituée, est fondée sur le fait que la classe capitaliste ou dominante possède les moyens d'existence (terres, usines, chemins de fer, etc.) et tient ainsi asservie la classe travailleuse qui, par son travail seul, produit toutes les richesses.
2. Il en résulte dans la société un conflit d'intérêts qui se manifeste par une lutte de classes entre ceux qui possèdent mais ne produisent pas et ceux qui produisent mais ne possèdent pas.
3. On ne fera disparaître ce conflit qu'en émancipant la classe travailleuse du joug de la classe dominante, grâce à la conversion en propriété commune de la société des moyens de production et de distribution et à l'administration démocratique de ceux-ci par la population tout entière.
4. Puisque, dans l'ordre de l'évolution sociale, la classe travailleuse est la dernière à gagner sa liberté, l'émancipation de la classe travailleuse impliquera l'émancipation de l'humanité entière sans distinction de race ni de sexe.
5. Cette émancipation doit être l'oeuvre de la classe travailleuse elle-même.
6. Puisque la machine gouvernementale, y compris les forces armées de la nation, n'existe que pour conserver à la classe capitaliste le monopole des richesses enlevées aux travailleurs, la classe travailleuse doit s'organiser consciemment et politiquement en vue de conquérir les pouvoirs gouvernementaux, à la fois nationaux et municipaux, afin que cette machine, forces armées comprises, puisse, d'un instrument d'oppression, être convertie en un agent d'émancipation qui renversera les privilèges ploutocratiques ainsi qu'aristocratiques.
7. Puisque tous les partis politiques ne sont que l'expression d'intérêts de classes et que l'intérêt de la classe travailleuse est diamétralement opposé aux intérêts de toutes sections de la classe dominante, le parti qui a pour but l'émancipation de la classe travailleuse doit être hostile à tout autre parti.
8. Le parti socialiste entre donc dans le champ de l'action politique, résolu à mener la lutte contre tous les autres partis politiques, qu'ils prétendent agir au nom des travailleurs ou qu'ils se disent ouvertement capitalistes, et invite les membres de la classe travailleuse de ce pays à se ranger sous sa bannière afin de mettre promptement un terme au système qui les prive des fruits de leur travail et afin que la pauvreté cède la place au confort, le privilège à l'égalité et l'asservissement à la liberté.